



PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE AUX CATASTROPHES  
EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE :

## **Résultat 5**

### **Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique**

# Rapport d'activité 2018 –2019



Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement  
Banque mondiale - 1818 H Street, N.W., Washington, D.C., 20433, U.S.A.  
Tous droits réservés

Ce rapport a été rédigé pour l'initiative de Financement des risques de catastrophes en Afrique (« ADRF » - *Africa Disaster Risk Financing*), une initiative du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), financée par l'Union européenne (UE) et mise en œuvre par la Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (*Global Facility for Disaster Reduction and Recovery - GFDRR*) et la Banque mondiale, dans le cadre du programme élargi de *Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne*.

Bien que tous les efforts raisonnables aient été pris pour présenter des informations précises dans ce rapport, les constats, interprétations et conclusions exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues de l'ACP, de l'UE ou de la Banque mondiale/GFDRR, ni ne garantissent l'exactitude des données. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur toute carte dans ce travail n'impliquent aucun jugement de la part de l'ACP, de l'UE ou de la Banque mondiale/GFDRR quant au statut juridique de tout territoire ou l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

Le texte dans cette publication peut être reproduit en tout ou en partie et sous quelque forme à des fins éducatifs ou à but non lucratif, sans permission spéciale pour autant que l'indication de la source soit faite. Le Secrétariat de la GFDRR serait heureux de recevoir une copie de toute publication qui utilise ce rapport comme une source. Des copies peuvent être envoyées au Secrétariat de la GFDRR à l'adresse sur la couverture arrière. Aucune utilisation de cette publication ne peut être prévue pour la revente ou à d'autres fins commerciales sans autorisation écrite préalable du Secrétariat de la GFDRR. Toutes les images restent la propriété exclusive de la source et ne peuvent servir à aucun but sans la permission écrite de la source.

Notes : Les contributions financières et les dépenses déclarées sont consignées jusqu'au 30 juin 2019 ; tous les montants sont en dollars américains (\$), sauf indication contraire.



Farmers, Kenya

## Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique Rapport d'activité 2018-2019

Ce rapport d'activité fait la synthèse des activités du Résultat 5, connu également sous le nom de l'Initiative ADRF, entre le 1<sup>er</sup> juillet 2018 et le 30 juin 2019. Ce rapport donne un aperçu des activités accomplies jusqu'à cette date.

L'Initiative ADRF a été officiellement lancée le 17 novembre 2015 à l'occasion d'une cérémonie à Addis-Abeba, lors de la conférence *Comprendre les risques et la finance (Understanding Risk and Finance - URF)*.<sup>1</sup> Elle vise à fournir aux pays africains des mécanismes novateurs de financement des risques, susceptibles de réduire considérablement les pertes subies en cas de catastrophe, d'accélérer le relèvement et de renforcer la résilience face aux aléas naturels. L'Initiative ADRF a déjà produit des résultats concrets en aidant des États dans leurs efforts de renforcement des capacités nécessaires pour adopter des stratégies de financement multirisques aux niveaux régional, national et local. cing policies, instruments, and strategies at regional, national and local levels.

1 La Conférence URF a été financée par l'Initiative ADRF et a été organisée à Addis-Abeba du 17 au 20 novembre 2015. Pour plus d'informations, voir les liens vers :  
La page URF : <https://understandrisk.org/event/understanding-risk-finance-conference/>  
Le compte rendu de la conférence : <http://www.gfdrr.org/sites/default/files/publication/URF%20Proceedings.pdf>

## SIGLES ET ABRÉVIATIONS

<b>ACP</b>	Afrique Caraïbes et Pacifique
<b>ADRF</b>	Africa Disaster Risk Financing Initiative (Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique)
<b>ARC</b>	African Risk Capacity
<b>BAD</b>	Banque africaine de développement
<b>BIRD</b>	Banque internationale pour la reconstruction et le développement Cat-DDO Catastrophe Deferred Drawdown Option (Option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes)
<b>CE</b>	Commission européenne
<b>CER</b>	Communautés économiques régionales africaines
<b>CPP</b>	Comité de pilotage du Programme
<b>CUA</b>	Commission de l'Union africaine
<b>DFID</b>	United Kingdom Department for International Development (Département britannique pour le développement international)
<b>DPL</b>	Development Policy Loan (Prêt à l'appui de politiques de développement)
<b>FED</b>	Fonds européen de développement
<b>FRC</b>	Financement des risques de catastrophes
<b>GFDRR</b>	Global Facility for Disaster Reduction and Recovery (Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement)
<b>GRADE</b>	Global Rapid Post-Disaster Damage Estimation (Estimation globale rapide des dommages post-catastrophe)
<b>GRC</b>	Gestion des risques de catastrophes
<b>GRiF</b>	Global Risk Financing Facility (Facilité mondiale de financement des risques)
<b>HSNP</b>	Kenya Hunger Safety Net Program (Programme de filet de sécurité contre la faim du Kenya)
<b>IDA</b>	International Development Association (Association internationale de développement)
<b>KCSAP</b>	Kenya Climate Smart Agriculture Project (Projet d'agriculture intelligente face au climat au Kenya)
<b>KLIP</b>	Kenya Livestock Insurance Program (Programme d'assurance du bétail au Kenya)
<b>KSEIP</b>	Kenya Social and Economic Inclusion Project (Projet d'inclusion sociale et économique au Kenya)
<b>MRI</b>	Mécanisme de réponse immédiate
<b>NAIS</b>	Rwanda's National Agriculture Insurance Scheme (Régime national d'assurance agricole du Rwanda)
<b>NDMA</b>	Kenya National Drought Management Authority (Autorité nationale de gestion de la sécheresse du Kenya)
<b>NIEMP</b>	Seychelles National Integrated Emergency Management Plan (Plan national intégré de gestion des urgences des Seychelles)
<b>NUSAF3</b>	Northern Uganda Social Action Fund Phase 3 (Fonds d'action sociale pour le nord de l'Ouganda - Phase 3)
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>PAM</b>	OpenDRI Open Data for Resilience Initiative (Initiative pour le libre accès aux données et la résilience) Programme alimentaire mondial
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>PRC</b>	Prévention des risques de catastrophes
<b>SCTP</b>	Social Cash Transfer Program (Programme de transferts monétaires sociaux)
<b>SFDRR</b>	Sendai Framework for Disaster Risk Reduction (Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes)
<b>SIDA</b>	Swedish International Development Cooperation Agency (Agence suédoise de coopération internationale au développement)
<b>SIG</b>	Système d'information géographique
<b>UAIS</b>	Uganda Agriculture Insurance Scheme (Régime national d'assurance agricole de l'Ouganda)
<b>UE</b>	Union européenne
<b>UNDRR</b>	UNDRR United Nations Office for Disaster Risk Reduction (Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes)
<b>URF</b>	Understanding Risk and Finance Conference (Conférence Comprendre les risques et la finance)
<b>USAID</b>	United States Agency for International Development (Agence des États-Unis pour le développement international)
<b>WRC4</b>	World Reconstruction Conference (Conférence Mondiale sur la Reconstruction)

## TABLE DES MATIÈRES

1. Introduction .....	1
2. À propos de l'Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique .....	3
3. Faits saillants .....	5
4. Vue d'ensemble des activités .....	7
4.1. Création de l'environnement de données propice au financement des risques .....	7
4.2. Soutien aux pays dans l'élaboration de stratégies de financement des risques .....	12
4.3. Facilitation d'initiatives régionales de financement des risques et de partage des connaissances .....	38
5. Gouvernance .....	45
Annexe 1 - Communication et visibilité .....	47

### PLEINS PHARES

PLEINS PHARES : Interventions Suite Au Passage Du Cyclone Tropical Idai .....	11
PLEINS PHARES : Effet De Levier Financier De L'initiative De Financement Des Risques De Catastrophes En Afrique .....	37
PLEINS PHARES : Villes Ouvertes En Afrique (Open Cities Africa) - Principales Realisations Et Premiers Resultats .....	44

### TABLEAU

Résumé des domaines prioritaires de soutien demandés par les pays .....	14
---	----

# 1. Introduction

Le cyclone tropical Idai, qui s'est abattu en mars 2019 près de la ville portuaire de Beira au Mozambique, était la plus grave catastrophe naturelle à frapper l'Afrique australe depuis plus de 30 ans, dévastant villes et campagnes au Mozambique, au Malawi et au Zimbabwe. Quelques semaines plus tard, cette même région a été de nouveau frappée, cette fois par le cyclone tropical Kenneth, causant d'autres dégâts et affectant encore plus les populations de ces pays. Les cyclones tropicaux Idai et Kenneth démontrent la vulnérabilité aux catastrophes des pays d'Afrique subsaharienne. Ils soulignent aussi l'urgence de trouver des solutions innovantes et durables pour faire face aux impacts des catastrophes naturelles, notamment en élaborant des instruments spécifiques pour la gestion des risques et le financement des chocs suite à une catastrophe.

Lancée en 2015, l'Initiative ADRF est l'un des premiers programmes en Afrique subsaharienne à se concentrer sur le thème du financement des risques de catastrophes (FRC). Elle compte à son actif des activités dans plus d'une vingtaine de pays d'Afrique subsaharienne dans le but d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et des instruments de protection financière qui sont adaptés au contexte local et peuvent aider ces pays à intervenir rapidement suite à une catastrophe naturelle, tout en renforçant leur résilience aux événements futurs.

En 2018-2019, l'Initiative ADRF a poursuivi ses activités de collecte et de développement d'informations sur les risques de catastrophes. Il s'agit là en effet d'une étape essentielle pour éclairer les évaluations et les décisions des gouvernements lors de l'élaboration de politiques et d'instruments de FRC. L'application pratique de ces activités a pu être démontrée lorsque, suite au passage du cyclone tropical Idai, les données sur les risques établies dans le cadre de l'Initiative ADRF ont été utilisées pour réaliser des évaluations rapides au Mozambique et au Malawi, venant ainsi étayer le processus de relèvement post-catastrophe.

Les efforts d'accompagnement du dialogue politique et de renforcement des capacités dans le domaine du FRC se sont poursuivis. Les activités très variées menées dans un large éventail de secteurs produisent des exemples de bonnes pratiques dans de nombreux domaines : pour la conception de stratégies nationales de FRC, l'élaboration de politiques et d'instruments de protection financière, l'appui à des programmes d'assurance agricole, jusqu'à l'élaboration de filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises. Dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, c'est grâce à cette assistance technique mise en œuvre dans le cadre de l'Initiative ADRF que la Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds ont consenti à des investissements supplémentaires dans les domaines du FRC et de la gestion des risques de catastrophes (GRC), preuve de l'utilité et de l'impact durable de ce programme.

En outre, alors que l'intérêt pour le financement des risques de catastrophes ne cesse de croître en Afrique subsaharienne, il est devenu de plus en plus important d'en tirer des enseignements et de les partager, et de créer des occasions de renforcement des capacités dans ce domaine. L'Initiative ADRF a continué d'organiser des échanges de connaissances et des formations qui contribuent au renforcement des capacités en matière de FRC au sein des gouvernements d'Afrique subsaharienne. Depuis le lancement du programme, plus de 80 échanges de connaissances et formations ont eu lieu. Par ailleurs, l'activité régionale de partage des connaissances intitulée Villes Ouvertes en Afrique (*Open Cities Africa*), soutenue par l'Initiative ADRF, a continué de contribuer en 2018-2019 à l'établissement d'une communauté de pratique transcontinentale sur les données ouverte (*open data*) liées aux risques climatiques, qui s'est concrétisé par des actions et des résultats significatifs.

Au terme de plusieurs années de mise en œuvre, l'Initiative ADRF met en évidence la demande soutenue de la part des pays d'Afrique subsaharienne en termes de soutien, ainsi que le dynamisme pour travailler sur l'agenda de FRC. Ce rapport d'activité présente comment l'Initiative ADRF a continué de mettre en œuvre d'importantes activités de FRC et de travailler avec des pays d'Afrique subsaharienne afin de trouver des solutions innovantes qui répondent à leurs besoins de FRC dans des secteurs et des contextes variés.

## 2. À propos de l'Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique

L'UE et le Groupe des États ACP ont établi le Programme de coopération intra-ACP de **Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne**.<sup>2</sup> financé dans le cadre du 10e Fonds européen de développement (FED) dont l'objectif global est le **renforcement de la résilience des régions, des pays et des communautés d'Afrique subsaharienne aux impacts de catastrophes naturelles**. Sont également concernés les impacts résultant du changement climatique pour réduire la pauvreté et promouvoir le développement durable.

Pour atteindre cet objectif, cinq Résultats ont été identifiés et sont mis en œuvre par plusieurs organisations partenaires, à savoir la Banque africaine de développement (BAD), la Commission de l'Union africaine (CUA), le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes (*United Nations Office for Disaster Risk Reduction - UNDRR*) et la GFDRR gérée par la Banque mondiale. Il s'agit des résultats suivants :

R1

Programme d'action élargi pour la mise en œuvre de la stratégie régionale africaine sur la réduction des risques de catastrophe. Mis en œuvre par la CUA et l'UNDRR.

R2

Les communautés économiques régionales (CER) africaines ont des capacités opérationnelles de coordination, de planification de politique publique de gestion des risques de catastrophe (GRC) afin d'appuyer leurs États membres respectifs et les programmes régionaux et sous-régionaux. Mis en œuvre par la GFDRR.

R3

Les capacités de base des Centres climatiques régionaux et nationaux sont améliorées afin de répondre aux besoins d'une utilisation efficace des services de météo et du climat des agences de gestion des risques de catastrophes et des secteurs socio-économiques, de cibler les communautés et les systèmes d'alerte précoce en temps réel. Mis en œuvre par la BAD.

R4

Les pays africains ont amélioré leurs connaissances en matière de risques à travers la compilation de données historiques relatives aux catastrophes afin de renseigner l'évaluation et la modélisation des risques futurs. Mis en œuvre par l'UNDRR.

R5

**Des stratégies de financement multirisques sont développées aux niveaux régional, national et local afin d'aider les pays africains dans des prises de décisions éclairées et d'atténuer les impacts socio-économiques budgétaires et financiers des catastrophes. Mis en œuvre par la GFDRR.**

Comme indiqué plus haut, la GFDRR est responsable de la mise en œuvre de R2 et R5. Ce rapport examine spécifiquement les réalisations dans le cadre du programme R5.

<sup>2</sup> De plus amples renseignements sur le programme de Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne sont disponibles à : <http://www.preventionweb.net/resilient-africa>.

L'Initiative ADRF catalyse l'adoption d'outils novateurs en matière d'identification, d'évaluation et de financement des risques dans les limites des cadres politiques et des programmes de développement de plusieurs pays africains à faibles et moyens revenus.

**Les objectifs principaux de l'initiative sont les suivants :**

- Soutenir les pays africains dans l'élaboration de stratégies de financement multirisques aux niveaux régional, national et local afin qu'ils puissent prendre des décisions informées ;
- Améliorer les capacités d'intervention financière post-catastrophe ;
- Atténuer les impacts socioéconomiques, budgétaires et financiers des catastrophes dans les pays africains.

**Pour réaliser ces objectifs, l'Initiative ADRF comporte trois composantes opérationnelles :**

- A. Création de l'environnement de données propice au financement des risques ;
- B. Soutien aux pays dans l'élaboration de stratégies de financement des risques ; et
- C. Facilitation d'initiatives régionales de financement des risques et de partage des connaissances.

**Les résultats attendus de l'Initiative ADRF sont les suivants :**

- Le renforcement des capacités en matière de production, d'accès et d'utilisation d'informations sur les risques de catastrophes en vue de procéder à des évaluations des risques qui viennent étayer l'élaboration de stratégies de GRC, comme des programmes d'investissement dans la protection financière et la prévention des risques ;
- Le renforcement des capacités en vue d'incorporer dans le processus décisionnel les informations sur les risques de catastrophes et les risques climatiques ;
- L'élaboration de stratégies visant à accroître la résilience financière contre les aléas naturels ; et
- La facilitation du partage des connaissances et des méthodes les plus performantes concernant des solutions de financement des risques qui sont pertinentes pour les pays africains.

Les activités qui relèvent de l'Initiative ADRF respectent et renforcent l'approche énoncée par le Programme d'action<sup>3</sup> de la CUA et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (*Sendai Framework for Disaster Risk Reduction - SFDRR*) 2015-2030.<sup>4</sup> Le Programme d'action a été présenté et adopté au cours de la 6<sup>e</sup> session de la Plate-forme régionale africaine<sup>5</sup> organisée par le gouvernement de l'île Maurice du 22 au 25 novembre 2016.

---

3 Voir [https://www.unisdr.org/files/13655\\_POAinEnglishadoptedinNairobi16April%5B1%5D.pdf](https://www.unisdr.org/files/13655_POAinEnglishadoptedinNairobi16April%5B1%5D.pdf).

4 Est inclus son prédécesseur au moment de son lancement, le Cadre d'action de Hyogo (HFA) 2005-2015.

5 La Plate-forme régionale africaine est un forum biennuel qui rassemble les États membres d'Afrique, des organisations intergouvernementales et des partenaires du développement pour examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre des cadres continental et mondial de prévention des risques de catastrophes. Voir : <http://www.unisdr.org/conferences/2016/afpr>.

## 3. Faits saillants

### Création de l'environnement de données propice au financement des risques

- Des profils de risques nationaux ont été réalisés pour 8 pays : le **Cap-Vert**, l'**Éthiopie**, le **Kenya**, le **Malawi**, le **Mali**, le **Mozambique**, le **Niger** et l'**Ouganda**<sup>6</sup>. Par ailleurs, un profil de risques au niveau de la ville a été établi pour la ville de **Beira** au **Mozambique**<sup>7</sup>, portant sur l'évaluation des risques d'inondations pluviales et côtières et l'examen de l'efficacité d'interventions comme la modernisation des systèmes d'évacuation d'eau, de défense côtière et d'alerte précoce. S'y ajoute la publication d'un rapport technique accompagné d'une note d'orientation qui donne des indications pour réaliser des évaluations des aléas et des risques de sécheresse<sup>8</sup>.
- Suite au passage du cyclone tropical Idai en mars 2019, des évaluations rapides ont été réalisées au **Malawi** et au **Mozambique** en utilisant les données produites dans le cadre de l'Initiative ADRF. Ces données ont ensuite été mises en ligne sur des plates-formes locales de données spatiales<sup>9</sup>, informant les priorités de relèvement et de reconstruction à engager.

### Soutien aux pays dans l'élaboration de stratégies de financement des risques

- L'engagement concernant l'élaboration de politiques, d'instruments et de stratégies de financement des risques de catastrophes se sont poursuivies. Celles-ci ont été entreprises dans 21 pays : **l'Afrique du Sud, le Bénin, le Cap-Vert, Eswatini, l'Éthiopie, le Kenya, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, la Mauritanie, le Mozambique, la Namibie, le Niger, l'Ouganda, le Rwanda, le Sénégal, les Seychelles, la Sierra Leone, la Somalie, la Zambie et le Zimbabwe**.
- Une analyse a permis de souligner que les activités et l'assistance technique relevant de l'Initiative ADRF en matière de FRC ont créé les conditions propices à des investissements supplémentaires dans le financement des risques. Celle-ci fait apparaître que **516,27 millions de dollars** supplémentaires ont été mobilisés auprès de la Banque mondiale ou d'autres bailleurs de fonds pour le renforcement de la résilience aux catastrophes.

6 Les profils de risques nationaux sont disponibles à : <https://www.gfdr.org/en/disaster-risk-country-profiles>.

7 Le profil de risques au niveau de la ville est disponible à : <https://bit.ly/2U369vi>.

8 Le rapport peut être consulté à : <https://bit.ly/2XLpRSj>.

9 Les données pour le Mozambique sont disponibles à <https://geonode.ingc.gov.mz/> et pour le Malawi à <http://www.masdap.mw/>.

### Facilitation d'initiatives régionales de financement des risques et de partage des connaissances

- L'Initiative ADRF a poursuivi la mise en œuvre de l'activité régionale de partage des connaissances intitulée **Villes Ouvertes en Afrique** (*Open Cities Africa*). Cette initiative porte sur le recours élargi à des moyens innovants de collecte de données et de cartographie dans 11 villes, le renforcement des capacités d'utilisation d'outils de cartographie et la création d'un réseau local d'échange de connaissances. Elle compte parmi ses premiers la cartographie de plus de 500 000 caractéristiques géographiques, en sollicitant la participation de plus d'un millier de membres du public à se livrer à un exercice de cartographie participative.
- L'Initiative ADRF a apporté son appui à l'organisation d'un événement intitulé *RIFT 2018 - Atelier régional sur les risques sismiques et la résilience* à Nairobi au Kenya, auquel ont assisté 35 représentants du **Kenya**, de l'**Ouganda**, du **Mozambique**, du **Malawi**, d'**Éthiopie** et de **Tanzanie**<sup>10</sup>.
- Les efforts de renforcement des capacités et de partage des connaissances en matière de FRC se sont poursuivis au cours de plusieurs conférences régionales et internationales, à savoir le *Forum régional sur la résilience aux risques climatiques et à la sécurité alimentaire* à Lusaka en Zambie en octobre 2018, le *Sommet africain de l'investissement dans les projets de résilience aux changements climatiques* à Johannesburg en Afrique du Sud en mars 2019 et la *Quatrième édition de la Conférence Mondiale sur la Reconstruction (World Reconstruction Conference - WRC4)* à Genève en Suisse en mai 2019.

---

10 Le rapport de synthèse final de l'atelier RIFT 2018 peut être consulté à : <https://bit.ly/2lc1eG6>.

## 4. Vue d'ensemble des activités

Entre juillet 2018 et juin 2019, l'équipe ADRF a continué de mettre en œuvre les activités menées depuis le début de l'Initiative ADRF<sup>11</sup> et d'accélérer et approfondir l'engagement dans les pays d'Afrique subsaharienne visant à élaborer des politiques, des instruments et des stratégies de FRC. Les activités et les domaines d'engagement de chaque composante sont décrits ci-dessous. Parallèlement à la mise en œuvre de ces activités, les efforts de coordination se sont poursuivis avec les partenaires du programme, y compris l'UE, principalement par l'intermédiaire de la délégation de l'UE auprès de l'Union africaine à Addis-Abeba.

### 4.1. Création de l'environnement de données propice au financement des risques

L'un des principaux objectifs de l'Initiative ADRF est de créer un environnement de données propice au financement des risques. À cette fin, des activités spécifiques se sont poursuivies dans des pays d'Afrique subsaharienne sélectionnés. Ces activités ont continué à améliorer la compréhension des risques de catastrophes et des risques climatiques en Afrique subsaharienne et la prise de conscience à ceux-ci ; elles ont contribué par ailleurs à l'élaboration de politiques, d'instruments et de stratégies pour le FRC.

#### *Profils de risques nationaux*

Des profils de risques nationaux ont été réalisés pour 8 pays : le **Cap-Vert**, l'**Éthiopie**, le **Kenya**, le **Malawi**, le **Mali**, le **Mozambique**, le **Niger** et l'**Ouganda**. Les profils ont été formatés et sont disponibles en haute et en basse résolution.

Le profil de risques pour le **Sénégal** n'a pas été publié, dans la mesure où il a été supplanté par des informations plus récentes produites par la Banque mondiale. Toutefois, les données et les éléments sous-jacents produits dans le cadre de l'Initiative ADRF ont été publiés sur la plateforme ThinkHazard!<sup>12</sup>

11 Pour plus d'informations, veuillez vous reporter aux précédents rapports d'activité de l'Initiative ADRF pour la période d'août 2014 à juin 2016 en anglais (<https://bit.ly/2Vjw6ci>) et en français (<https://bit.ly/2pUla9D>), pour la période de juillet 2016 à juin 2017 en anglais (<https://goo.gl/fziz5j>) et en français (<https://goo.gl/xCHCpU>) et pour la période de juillet 2017 à juin 2018 en anglais (<https://bit.ly/2manozr>) et en français (<https://bit.ly/2kMZ8mZ>).

12 <http://thinkhazard.org/fr/report/217-senegal>.

Un article a été publié<sup>13</sup> en juillet 2018 sur la plateforme en ligne intitulée Flows, qui décrit les travaux entrepris par l'Initiative ADRF pour établir le profil des risques de catastrophes des pays. Cet article décrit le contexte et l'importance de cette activité, ainsi que la méthode, la précision et les premières applications réalisées à l'issue de l'élaboration de ces profils de risques.

### Profil de risques au niveau de la ville



Vue d'ensemble de Beira.  
Source : Banque mondiale

La possibilité d'établir un profil de risques simplifié, au niveau d'une ville, a été explorée en utilisant pour autant que possible les données provenant des profils de risques nationaux, ainsi que d'autres données disponibles en source ouverte (open source). À **Beira au Mozambique**,<sup>14</sup> le premier projet pilote de profil de risques réalisé au niveau de la ville évalue les risques d'inondations pluviales et côtières et examine l'efficacité

des interventions effectuées, telles que la modernisation des systèmes d'évacuation de l'eau, de défense côtière et d'alerte précoce. Les premiers résultats de ce projet pilote montrent l'utilité de l'élaboration de ce profil pour la prise de décisions stratégiques. Cette démarche est actuellement élargie à d'autres villes d'Afrique subsaharienne.



Atelier Africa Works! à Rotterdam, avril 2019  
Crédit photo : GFDRR

Le profil de risques au niveau de la ville pour Beira a été présenté à des délégués assistant à l'atelier *Africa Works!*<sup>15</sup> organisé par l'ambassade du Mozambique à Rotterdam aux Pays-Bas, en avril 2019. Cet atelier a été l'occasion de promouvoir et de diffuser l'utilisation de ces données pour mieux comprendre les risques, et les réduire, dans des villes africaines telles que Beira.

13 L'article peut être consulté à : <https://bit.ly/2XLpRSj>.

14 Le rapport pour Beira est disponible à <https://bit.ly/2U369vi>.

15 Pour plus d'informations, veuillez visiter : <https://www.africaworks.nl/>.

### Utilisation des données sur les risques

Les données recueillies dans le cadre du profil de risques au niveau de la ville pour Beira ont servi à réaliser l'évaluation des dommages causés par les inondations survenues au Mozambique en janvier 2019. Par ailleurs, l'équipe ADRF s'est reportée aux analyses produites dans le cadre de l'élaboration du profil de risques pour comprendre les conséquences du cyclone Idai au **Mozambique** et au **Malawi**. Les évaluations rapides des dégâts, qui utilisent un grand nombre des données produites dans le cadre de l'Initiative ADRF, ont informé les priorités de relèvement à la suite de la catastrophe. Toutes ces données ont été téléchargées sur les plateformes locales de données spatiales au Mozambique<sup>16</sup> et au Malawi<sup>17</sup>. *Pour en savoir plus, voir la rubrique « Pleins phares » à la page 11*

### Évaluation des risques de sécheresse

Lors de l'élaboration des profils de risques et des instruments de financement connexes, l'évaluation précise du risque de sécheresse s'est révélée une pierre d'achoppement. Pour y remédier, l'équipe ADRF a travaillé avec un consortium d'entreprises spécialisées pour produire un inventaire mondial des modèles et des outils sur les risques de sécheresse qui sont disponibles en ligne<sup>18</sup>. Les modèles disponibles ont ensuite été comparés dans une poignée de pays pour déterminer leur adéquation en matière de gestion et de financement des sécheresses. Un rapport technique accompagné d'une note d'orientation intitulé *Évaluer les risques liés à la sécheresse (Assessing Drought Hazard and Risk)* a été finalisé et publié<sup>19</sup> suite aux contributions recueillies au cours d'un atelier organisé à la Banque mondiale en mars 2019. Ce document s'appuie sur l'inventaire complet des modèles et outils de sécheresse évoqué plus haut et donne des orientations pour procéder à des évaluations efficaces des aléas et des risques de sécheresse.



Woman walking on a street in Zambia

16 Les données pour le Mozambique sont disponibles à <https://geonode.ingc.gov.mz/>.

17 Les données pour le Malawi sont disponibles à <https://geonode.ingc.gov.mz/>.

18 L'inventaire mondial des modèles et outils des risques de sécheresse est disponible sur la plate-forme [www.droughtcatalogue.com](http://www.droughtcatalogue.com).

19 Le rapport peut être consulté à : <https://bit.ly/2XLpRSj>.

### Profil des risques de pauvreté

Un nouveau modèle a été élaboré pour déterminer la résilience socioéconomique au niveau infranational au **Malawi**, reposant sur la méthodologie du rapport de la GFDRR intitulé *Unbreakable*<sup>20</sup>. Cette analyse porte notamment sur les aléas liés aux inondations fluviales, tremblements de terre et aux sécheresses. Elle modélise la dynamique de la reconstruction au niveau des ménages pour mesurer le lien qui existe entre pauvreté chronique et exposition aux catastrophes naturelles au Malawi. La modélisation des inondations et des tremblements de terre est maintenant achevée et le modèle de l'exposition aux risques de sécheresses et leurs conséquences sur la consommation est en cours d'élaboration. Les résultats de cet exercice de modélisation sont actuellement utilisés pour mesurer la dimension socioéconomique et les effets sur la distribution des risques de catastrophes au Malawi ; ils servent aussi à informer les actions préalables et les indicateurs de résultats liés à une ligne de crédit d'option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes (*Catastrophe Deferred Drawdown Option - Cat-DDO*)<sup>21</sup>. Pour plus d'informations, voir la mise à jour sur le Malawi à la partie 4.2 de ce rapport.

### Des entretiens téléphoniques comme moyen de s'informer auprès des ménages de l'impact des inondations en Tanzanie

En avril 2018, des pluies torrentielles se sont abattues sur Dar es-Salaam et d'autres régions de la Tanzanie, qui ont provoqué des inondations dans une grande partie de la ville. Malgré la fréquence des inondations à Dar es-Salaam, il existe peu d'informations sur le nombre de personnes touchées et les dommages qu'elles subissent, surtout en ce qui concerne les inondations très fréquentes et de faible intensité, qui suscitent peu d'intérêt mais perturbent énormément la vie des habitants.

Pour évaluer les impacts des inondations survenues en avril 2018, l'équipe ADRF a réalisé une enquête téléphonique en septembre 2018. Les numéros de téléphone recueillis lors de l'enquête auprès des ménages réalisée en décembre 2017 dans le cadre du *Programme de résilience urbaine en Tanzanie* de la Banque mondiale ont permis de contacter 701 ménages.

Les premiers constats indiquent que les ménages touchés ont été bien plus nombreux que ce que laissent entendre les chiffres officiels. D'après les constats de l'enquête téléphonique, extrapolés au niveau de la ville, entre 550 000 et 1 040 000<sup>22</sup> de personnes ont été touchées directement : soit par des inondations dans leur maison, soit par leur perte de biens précieux. Les inondations sont responsables de la perte par les ménages concernés de 23,5 % en moyenne de leur revenu annuel. De surcroît, 77 % des pertes portaient sur des biens matériels, 17 % étaient dues à des réparations de la maison, 4 % à des dépenses de santé et de 2 % à des jours non travaillés. Les résultats seront compilés dans un rapport qui accompagnera les activités en cours du *Programme de résilience urbaine* en Tanzanie de la Banque mondiale.

20 Le rapport est disponible à : <https://goo.gl/CkUrVS>.

21 Un Cat-DDO (option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes) est une ligne de crédit conditionnelle qui apporte des liquidités immédiates aux pays à la suite d'une catastrophe naturelle : <http://pubdocs.worldbank.org/en/563361507314948638/product-note-cat-ddo-ida-english-2018.pdf>.

22 Cette fourchette repose sur des hypothèses concernant la représentativité de l'échantillon. Les détails de la méthodologie seront précisés dans le rapport complet, une fois publié.

---

## Pleins phares : Interventions suite au passage du cyclone tropical Idai

---



**Vue de Beira au Mozambique, suite au passage du cyclone tropical Idai en mai 2019.**  
Crédit photo: Dominic Chavez/Banque mondiale (accessible à : <https://bit.ly/2AWZews>)

Le 14 mars 2019, le cyclone tropical Idai s'est abattu à proximité de la ville portuaire de Beira au Mozambique. Le cyclone a traversé le Mozambique pour poursuivre sa route vers l'intérieur des terres, affectant des régions du Malawi et du Zimbabwe. La puissante tempête a laissé dans son sillage des inondations et des ravages généralisés. Elle a eu des effets dévastateurs tant dans les zones urbaines que dans les zones rurales, détruisant des infrastructures d'eau, d'électricité, de communication, de transport, des infrastructures sociales, ainsi que des maisons et des biens agricoles. À ce jour, près de 3 millions de personnes ont été touchées, avec l'anéantissement quasi complet des régions les plus sinistrées. Cette catastrophe a été suivie quelques semaines plus tard par le cyclone tropical Kenneth, qui s'est abattu sur la même région et a aussi provoqué de nombreux dégâts, affectant encore plus ces mêmes populations.

Des évaluations rapides ont été effectuées au Malawi, au Mozambique et au Zimbabwe en employant la méthodologie GRADE (*Global Rapid Post-Disaster Damage Estimation*) d'estimation rapide des dommages post-catastrophe. Au **Mozambique**, des évaluations ont été effectuées d'après les données produites dans le cadre de l'Initiative ADRF, spécifiquement à partir du profil de risques national pour le Mozambique et du profil de risques au niveau de la ville pour Beira. Toutes les données ont été mise en ligne sur la plateforme locale de données spatiales à : <https://geonode.ingc.gov.mz/>. Le rapport sur l'analyse des données pour Beira réalisée avant le passage d'Idai est disponible à : <https://bit.ly/2U369vi>. Une approche similaire a été appliquée au **Malawi**, où l'évaluation rapide a repris les données existantes générées pour l'élaboration du profil de risques national dans le cadre de l'Initiative ADRF. Ces données ont elles aussi été mise en ligne sur la plateforme locale de données spatiales à : <http://www.masdap.mw/>.

En plus de générer des données pour informer les évaluations post-catastrophe, les engagements portant sur le financement des risques qui ont lieu depuis quelques années dans le cadre de l'Initiative ADRF ont joué un rôle déterminant afin de débloquer des financements post-catastrophe critiques suite au passage du cyclone tropical Idai. Au **Mozambique**, une opération « Programme pour Résultats » de 90 millions de dollars approuvée en mars 2019 a été préparée avec l'appui technique financé par l'Initiative ADRF. Une assistance technique, elle aussi financée par l'Initiative ADRF, a contribué à renforcer la gouvernance du fonds de gestion des catastrophes du gouvernement. Au **Malawi**, l'approbation d'un Cat-DDO de 70 millions de dollars en juin 2019 souligne les progrès réalisés grâce aux importantes réformes politiques rendues possibles par l'assistance technique fournie dans le cadre de l'Initiative ADRF, qui a également contribué à l'établissement d'instruments de financement qui renforcent la résilience financière aux catastrophes naturelles.

## 4.2. Soutien aux pays dans l'élaboration de stratégies de financement des risques

Le principal objectif de l'Initiative ADRF vise à aider les pays à élaborer des outils de prise de décisions financières et des stratégies nationales intégrées de financement des risques. Ceux-ci ont pour objet de renforcer leurs capacités d'intervention post-catastrophe et de passer ainsi d'une démarche de mobilisation des ressources ex-ante à une démarche d'exécution des ressources post-catastrophe. Il s'agit d'adopter pour cela une approche en trois phases telle que décrite ci-dessous :

- **Phase 1:** Identification des besoins et des priorités du pays.
- **Phase 2:** Inscription de ces priorités dans des stratégies d'action en réunissant les éléments des stratégies de financement des risques de catastrophes.<sup>23</sup>
- **Phase 3:** Conception et mise en œuvre des politiques, instruments et stratégies de financement des risques.

Entre juillet 2018 et juin 2019, les activités de l'Initiative ADRF se sont concentrées sur les trois phases et ont été entreprises dans 21 pays : **l'Afrique du Sud, le Bénin, le Cap-Vert, Eswatini, l'Éthiopie, le Kenya, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, la Mauritanie, le Mozambique, la Namibie, le Niger, l'Ouganda, le Rwanda, le Sénégal, les Seychelles, la Sierra Leone, la Somalie, la Zambie et le Zimbabwe**. En fonction des demandes émanant des pays, les activités ont porté sur les domaines suivants :

- Le développement et la mise en œuvre de fonds de contingence et/ou de prêts et subventions conditionnels ;
- L'examen et la mise à l'essai de solutions d'assurance au niveau national ;
- L'élaboration d'approches de gestion des risques financiers pour favoriser l'établissement de systèmes de sécurité sociale réactifs aux crises ;
- L'élaboration d'approches de gestion des risques financiers pour favoriser l'établissement de marchés d'assurance agricole ;
- L'assistance à la cartographie des mécanismes et des coûts d'intervention existants parmi les acteurs gouvernementaux, humanitaires et du développement ; et
- La conception de stratégies ou d'instruments de financement des risques de catastrophes sous l'égide du ministère des Finances du pays concerné.

Jusqu'à présent, l'Initiative ADRF a permis d'apporter une assistance technique à un grand nombre de pays en vue d'accompagner le dialogue politique et le renforcement des capacités dans le domaine du FRC. Les pays d'Afrique subsaharienne sont de plus en plus demandeurs d'appui à leurs agendas en termes de FRC, donnant lieu à d'innombrables activités dans les secteurs de l'agriculture, de la protection sociale et financier.

<sup>23</sup> Cette approche pourrait inclure les éléments suivants : l'examen des instruments budgétaires et des cadres de dépenses existants, l'évaluation des outils d'intervention et des sources de financement actuels, l'étude de la possibilité d'établir des fonds de contingence et d'utiliser des prêts et subventions conditionnels, l'évaluation de l'utilisation de contrats d'assurance au niveau national, ainsi que le renforcement des mécanismes de distribution, tels qu'au travers des systèmes nationaux de protection sociale pour les virements en espèces, financés par des fonds de contingence ou des solutions assurantielles.

Depuis quelques années, les discussions portant sur les prêts à l'appui de politiques de développement (*Development Policy Loan - DPL*)<sup>24</sup> avec Cat-DDO ont fourni une base de participation solide pour aider les ministères des Finances à concevoir et à élaborer des stratégies FRC impulsées par les pays et à envisager des options de financement de contingence. Jusqu'à présent, l'Initiative ADRF a permis l'élaboration de Cat-DDO au **Kenya**, au **Cap-Vert** et au **Malawi**, d'autres étant en cours de préparation au **Bénin** et à **Madagascar**. En plus de fournir des fonds de contingence, l'une des valeurs ajoutées de cet instrument tient au fait qu'il présente aussi l'occasion de renforcer les aspects juridiques, politiques et d'autres aspects institutionnels des principes directeurs de la GRC dans ces pays.

L'Initiative ADRF apporte également un appui aux pays pour mettre en place des filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises, qui apportent rapidement une aide d'urgence rapide aux ménages vulnérables en cas de catastrophe. Ce type d'engagement a été amorcé en **Ouganda**, au **Kenya**, au **Malawi**, au **Niger** et en **Sierra Leone**. Les activités entreprises ont également porté sur l'intégration de la planification du FRC dans la gestion des risques agricoles, avec un appui aux évaluations des risques agricoles réalisées au **Zimbabwe** et au **Lesotho**. De plus, l'assistance technique de l'Initiative ADRF s'est concentrée sur des programmes d'assurance agricole, qui ont été lancés en **Ouganda**, au **Kenya** et au **Rwanda** et ont eu pour effet de débloquer l'accès essentiel au crédit pour les agriculteurs à faible revenu.

Les activités de l'Initiative ADRF ont ouvert la voie à des investissements supplémentaires en termes de financement des risques, en prenant forme concrète par la mobilisation de fonds additionnels auprès de la Banque mondiale ou d'autres bailleurs de fonds. Ces investissements prennent appui sur l'assistance technique de l'ADRF et démontrent la durabilité et l'appropriation par les pays des activités de l'ADRF, qui requièrent un engagement et une direction forte et à long terme de la part des pays. L'analyse réalisée par l'équipe ADRF a révélé que grâce à ce programme, **516,3 millions de dollars** supplémentaires ont ainsi pu être mobilisés auprès de la Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds. Ces opérations à effet de levier sont mises en œuvre dans plusieurs domaines de participation, notamment des mécanismes de contingence, des systèmes de sécurité sociale évolutifs en cas de crises et des programmes d'assurance agricole. Pour en savoir plus, voir la rubrique « Pleins phares » à la page 37.

Les niveaux actuels de la demande, des besoins des pays et de leurs priorités, ainsi que des activités entreprises par pays, sont résumés au Tableau 1 et développés plus loin.

---

24 Un prêt à l'appui de la politique de développement fournit un appui budgétaire aux gouvernements ou à une subdivision politique pour un programme de mesures stratégiques et opérationnelles en vue de contribuer à parvenir à une croissance durable et partagée et à la réduction de la pauvreté.

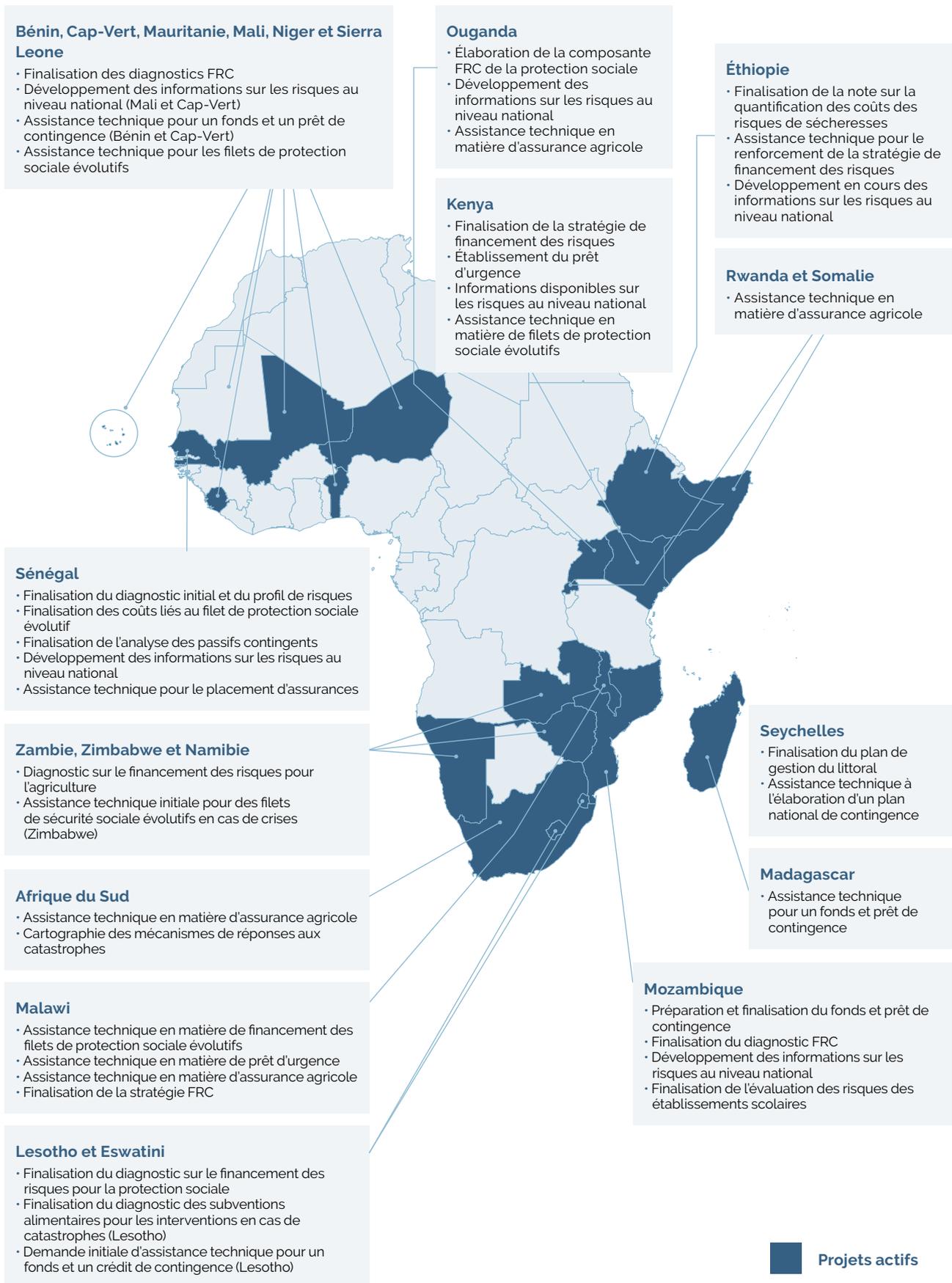
**Tableau 1. Résumé des domaines prioritaires de soutien demandés par les pays**

Les principaux résultats de la Composante B sont résumés ci-dessous pour chaque pays où un engagement a été entrepris.

	Afrique du Sud	Bénin	Cap-Vert	Éthiopie	Eswatini	Kenya	Lesotho	Madagascar	Malawi	Mali <sup>25</sup>	Mauritanie	Mozambique	Namibie	Niger	Ouganda	Rwanda	Sénégal	Seychelles	Sierra Leone	Somalie	Zambie	Zimbabwe
Développement de fonds de contingence et/ou de prêts et subventions conditionnels		●	●	●		●	●	●	●			●			●			●			●	
Examen de solutions d'assurance au niveau national						●		●				●					●					
Approches de gestion des risques financiers pour favoriser l'établissement de systèmes de sécurité sociale réactifs aux crises		●		●	●	●	●		●	●	●			●	●		●		●			●
Approches de gestion des risques financiers pour favoriser l'établissement de marchés d'assurance agricole	●					●		●							●	●				●	●	●
Assistance à la cartographie des mécanismes et des coûts d'intervention existants (parmi les acteurs gouvernementaux, humanitaires et de développement)	●		●		●	●	●			●	●	●		●			●					●
Conception de stratégies ou d'instruments de FRC par le ministère des Finances		●	●	●		●						●	●									

25 L'engagement au Mali a été entrepris au cours des années précédentes et n'est pas reflétée dans la prochaine partie du rapport.

# Carte : Projets à l'étude d'assistance technique pour le financement des risques de catastrophes



Les principales activités sont résumées ci-dessous pour chaque pays où un engagement a été entrepris entre juillet 2018 et juin 2019.



## Afrique du Sud

### *Cartographie des mécanismes d'intervention :*

En octobre 2018, l'équipe ADRF a finalisé un rapport visant à (i) évaluer les impacts de la crise induite par le phénomène el Niño que connaît le secteur de l'agriculture en Afrique du sud ; et (ii) analyser et quantifier les interventions face à cette crise de la part du secteur public et privé. Le rapport a souligné que la crise provoquée par le phénomène el Niño a eu d'importantes retombées, entraînant la contraction de plusieurs secteurs, notamment ceux de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, de 6,1 % en 2015 et de 7,8 % en 2016. C'est le secteur céréalier qui a le plus souffert, tant et si bien que l'insécurité alimentaire qui en a résulté a nécessité l'importation de 1,75 million de tonnes de maïs en 2015-2016 et une hausse ultérieure des prix du maïs comprise entre 90 % et 150 %. Pour faire face à cette crise, le gouvernement sud-africain a mobilisé plus de 600 millions de dollars entre 2016 et 2019. Le rapport a également constaté que, du point de vue du secteur privé, les agriculteurs étaient innovants dans leur déploiement de mécanismes d'adaptation, notamment en ayant recours à l'emprunt, au refinancement ou à la semence de cultures résistantes à la sécheresse. Par ailleurs, les conclusions du rapport ont informé le diagnostic du secteur privé sud-africain.

### *Assurance agricole :*

Le gouvernement et l'Association sud-africaine des assurances ont travaillé à la mise en œuvre de l'assurance agricole basée sur un indice pour couvrir les petits agriculteurs dans le pays. Dans cette optique, et en réponse à la demande du gouvernement sud-africain, l'équipe ADRF a réalisé en octobre 2018 une évaluation de la demande pour l'assurance agricole basée sur un indice, et a également relevé les possibles circuits de distribution dans les chaînes de valeur agricoles qui pourraient être utilisés pour distribuer ce type de produits. Ce rapport a été présenté au cours du dernier trimestre de 2018 à des représentants du Trésor public, du ministère de l'Agriculture, de la Foresterie et de la Pêche, de l'Association sud-africaine des assurances, ainsi qu'à des compagnies d'assurance. Les parties prenantes ont jugé le rapport utile pour guider l'établissement d'un projet pilote d'assurance agricole basée sur un indice, qui fournira des renseignements sur les provinces à inclure, les aléas à couvrir et la demande potentielle provenant des cultivateurs et des éleveurs.

En mars 2019, les parties prenantes locales, parmi eux le Trésor public, les banques Land Bank et FinMark Trust, et le ministère de l'Agriculture, de la Sylviculture et de la Pêche, ont travaillé ensemble afin de réaliser un diagnostic sur la finance et l'assurance agricole. Un bureau d'études a été recruté pour réaliser une enquête auprès de prestataires de services financiers et pour organiser une série de discussions de groupe entre agriculteurs de petite et moyenne taille pour informer ce diagnostic. L'enquête réalisée auprès des grands prestataires de services devrait fournir des données et des éclairages pour venir compléter les données disponibles provenant des régulateurs. Les discussions de groupe devraient, quant à elles, apporter des données et des éclairages concernant la demande. En juin 2019, l'équipe ADRF a rencontré un large éventail de parties prenantes issues à la fois du secteur public et du secteur privé afin de les tenir au courant du diagnostic et de leur demander leur point de vue concernant la disponibilité des services financiers. À partir de là, les constats de l'analyse documentaire, de l'enquête du bureau d'études et des entretiens qui ont eu lieu dans le pays serviront à rédiger et à finaliser le diagnostic de la finance et de l'assurance agricoles. Celui-ci devrait informer la prochaine mise à jour économique de la Banque mondiale, prévue pour la fin 2019, et éclairer le Trésor public pour qu'il affine ses priorités politiques à l'appui de la gestion des risques dans le secteur agricole.



## Bénin

### ***Programme national de financement des risques de catastrophes :***

En mars 2019, l'ébauche du diagnostic FRC pour le Bénin réalisé par l'Initiative ADRF a révélé que les pertes annuelles moyennes dues aux catastrophes dans le pays sont estimées à 19,45 millions de dollars, soit 0,23 % du produit intérieur brut (PIB) du Bénin de 2015. Le diagnostic dresse les contours des instruments de financement des risques ex-ante du gouvernement qui existent actuellement, tels que l'affectation budgétaire de contingence en cas de catastrophe pour les ministères sectoriels, ainsi qu'un compte spécial récemment mis en place pour la prévention et la gestion des catastrophes. Il met également en évidence la nécessité d'améliorer la cohérence et l'efficacité de ces instruments financiers.

Les résultats préliminaires du diagnostic ont été présentés en mars 2019 lors d'un atelier consultatif auquel ont assisté 23 représentants du ministère des Finances, du Trésor public, du ministère du Plan et du Développement et de l'Agence nationale de protection civile. Les 23 participants des directions des mêmes ministères ont également assisté à une demi-journée de travail consacrée au partage des bonnes pratiques internationales et des enseignements tirés portant sur les fonds d'intervention en cas de catastrophe, dans le cadre de l'aide à la création d'un Fonds national des catastrophes et de sa réglementation (voir plus bas).

L'Initiative ADRF fournit également de l'assistance technique en vue de renforcer la planification financière et l'actuelle approche FRC ex-ante au Bénin, entre autres, (i) par la création d'un fonds national d'urgence, qui permettra au gouvernement de répondre aux besoins de financement post-catastrophe pour mettre en œuvre des interventions rapides et efficaces en cas de catastrophe et de compléter ses instruments ex ante ; et (ii) par l'élaboration d'une stratégie FRC qui énoncera des principes spécifiques et une approche systématique en vue de renforcer la capacité du gouvernement à mobiliser et à optimiser un ensemble d'instruments financiers complémentaires pour des interventions efficaces et adéquates en cas de catastrophe, sous la direction de la division du Budget du ministère des Finances.

L'atelier de mars 2019 a donné lieu à la rédaction d'un rapport technique à la demande du gouvernement du Bénin portant sur les différentes options de conception du fonds d'urgence. Le gouvernement est en train de finaliser un décret portant création du fonds et de la réglementation pour sa gestion, qui devrait être approuvé d'ici la fin de 2019. Le gouvernement examinera la stratégie FRC en fonction des résultats du diagnostic du financement des risques. L'équipe ADRF continue d'apporter son appui aux autorités pour définir les principaux piliers ainsi que l'ambition de la stratégie, qui seront élaborés au moyen d'un processus de consultation qui se tiendra essentiellement avec les principales parties prenantes du gouvernement. La stratégie devrait être approuvée par le Conseil des ministres en septembre 2019.

L'Initiative ADRF a également soutenu le gouvernement du Bénin en vue d'améliorer la quantification efficace et systématique des impacts budgétaires et socioéconomiques des catastrophes naturelles. Ces efforts permettront d'informer les mesures plus générales de gestion des risques budgétaires dans le pays, sous la houlette de la division Économique du ministère des Finances. L'équipe ADRF a contribué à la rédaction des termes de référence et d'un décret visant à établir les modalités institutionnelles pour ce nouveau mandat, qui exige la quantification et l'intégration des impacts budgétaires liés aux catastrophes dans la gestion des risques budgétaires du pays. Ce décret devrait être approuvé par les autorités fin 2019, après quoi l'équipe ADRF dispensera des formations au ministère des Finances à la quantification des risques de catastrophes et dans des domaines connexes, à l'appui de cette nouvelle directive politique.

#### ***Filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises :***

Suite à l'intérêt manifesté par le gouvernement du Bénin, l'Initiative ADRF a mis en œuvre des activités afin d'améliorer les performances et la réactivité de l'actuel programme de protection sociale, en le rendant plus évolutif en cas de crises et capable d'apporter une assistance post-catastrophe aux ménages pauvres et vulnérables. En janvier 2019, l'équipe ADRF a commencé à travailler avec l'Agence nationale de protection sociale nouvellement créée pour réitérer l'intérêt et l'engagement du gouvernement. Un forum sera organisé à Cotonou au deuxième semestre de 2019 pour aider le gouvernement à diffuser ses réalisations en matière de réforme et ses efforts visant à améliorer les systèmes de GRC du pays<sup>26</sup>.



## **Cap-Vert**

#### ***Programme national de financement des risques de catastrophes :***

L'appui technique fourni par l'Initiative ADRF au ministère des Finances du Cap-Vert s'est axé autour de deux grandes activités : (i) la mise en œuvre du Fonds national d'urgence, établi par décret dans le budget de 2019 du gouvernement, par l'affectation de 0,5 % des recettes fiscales au fonds ; et (ii) la création de l'unité de gestion des risques au sein du ministère des Finances. Ces deux activités ont créé les conditions propices à l'établissement du DPL avec Cat-DDO de 10 millions de dollars, qui a été approuvé par la Banque mondiale en juin 2019<sup>27</sup>. L'équipe ADRF continuera d'appuyer la mise en œuvre de l'opération Cat-DDO, surtout dans ses aspects liés à l'efficacité du Fonds national des catastrophes et à la création de l'unité de gestion des risques au sein du ministère des Finances.

26 Ce forum sera cofinancé par le Programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles. Pour plus d'informations, veuillez visiter : <https://bit.ly/2tgYCBR>.

27 Pour plus d'informations, veuillez vous reporter au communiqué de presse de la Banque mondiale disponible en anglais ici : <https://bit.ly/2J5mUnD>.



## Eswatini

### ***Filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises, avec le cofinancement de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Swedish International Development Cooperation Agency - SIDA) :***

L'équipe ADRF a étroitement collaboré avec le gouvernement d'Eswatini à une étude qui passe en revue les programmes de protection sociale existants dans le pays et la possibilité de mettre en place un filet de sécurité sociale évolutif en cas de crises. Cette étude comporte une analyse actuarielle des coûts des catastrophes en Eswatini, en envisageant différentes périodes de récurrence. D'après les données portant sur les personnes affectées par des catastrophes entre 2003 et 2018, le coût annuel moyen des catastrophes en Eswatini est estimé à environ 18,2 millions de dollars. Sur la base de cette étude, une note d'orientation reprenant les principales recommandations a également été rédigée. Le rapport et la note d'orientation ont été communiqués aux parties prenantes concernées et sont actuellement en cours de validation par la Banque mondiale avant leur publication officielle.



## Éthiopie

### ***Filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises :***

L'équipe ADRF, en collaboration avec l'équipe de protection sociale de la Banque mondiale, a apporté son appui au gouvernement de l'Éthiopie en vue de poursuivre l'élaboration d'un système de sécurité sociale évolutif en cas de crises pour le pays. Une demande de propositions a été lancée au début de 2019, dans le but de financer une évaluation des modèles et des outils de gestion des informations sur les sécheresses grâce à l'appui de ce système.



## Kenya

### ***Programme national de financement des risques de catastrophes :***

L'équipe ADRF a continué à soutenir le gouvernement du Kenya dans l'opération de prêt Cat-DDO en cours, qui avait été approuvée en juin 2018. Le pilier de protection financière de l'opération a bien progressé, le gouvernement du Kenya étant sur la bonne voie pour accomplir tous les indicateurs de résultats. La participation du Trésor public par le biais de l'opération Cat-DDO a été essentielle pour faciliter le dialogue entre les ministères d'exécution concernés et le Trésor quant à l'appui à apporter à d'autres programmes d'intervention en cas de catastrophes, y compris au *Programme de filet de sécurité contre la faim (Hunger Safety Net Program - HSNP)* et aux programmes d'assurance pour les récoltes et le bétail.

### **Filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises - avec le cofinancement de SIDA :**

L'Initiative ADRF a appuyé la conception du *Projet d'inclusion sociale et économique au Kenya (Kenya Social and Economic Inclusion Project - KSEIP)*, qui a été approuvé par la Banque mondiale en novembre 2018, donnant lieu à un prêt de 250 millions de dollars de l'Association internationale de développement (*International Development Association - IDA*), s'accompagnant d'une subvention de 94 millions de dollars accordée par le Département britannique pour le développement international (*United Kingdom Department for International Development - DFID*). L'équipe ADRF se concentre principalement sur l'une des trois composantes du projet qui vise à élaborer et à institutionnaliser un plan de financement pour le mécanisme d'évolutivité du programme HSNP, qui intervient en cas de sécheresse. Dans cette optique, le projet approuvé comprend une composante de 72 millions de dollars d'indicateurs basés sur les résultats pour le financement des risques de catastrophes, dont 45 millions de dollars sont financés par le DFID. Il s'agit là d'un jalon clé pour l'Initiative ADRF. En effet, ceci représente la première fois qu'un projet de la Banque mondiale a recours à un financement basé sur les résultats pour faire avancer l'agenda du FRC. On s'attend à ce que près de 200 000 ménages, soit quelque 1,2 million de personnes, auront bénéficié de ce mécanisme en 2019.

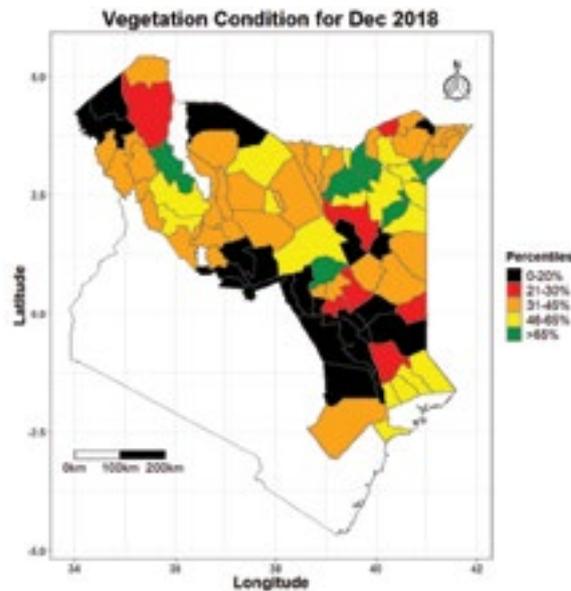
Dans la mise en œuvre du projet KSEIP, l'appui fourni par l'Initiative ADRF au gouvernement du Kenya a porté sur les activités suivantes : (i) l'évaluation de la capacité institutionnelle des deux organismes d'exécution ; (ii) l'analyse économique du projet KSEIP pour justifier l'investissement et en analyser les avantages économiques ; et (iii) l'appui à l'élaboration d'un cadre robuste de suivi et d'évaluation.

L'équipe ADRF s'est également attachée à obtenir un budget supplémentaire pour permettre à l'Autorité nationale de gestion de la sécheresse (*National Drought Management Authority - NDMA*) d'apporter aux ménages vulnérables une assistance rapide en cas de catastrophe dans le cadre du programme HSNP, réalisant ainsi les objectifs visés par le projet KSEIP. La NDMA a adopté un plan de financement pour garantir l'évolutivité future du programme HSNP et a eu des discussions avec le Trésor public visant à en assurer le financement adéquat dans les budgets futurs. Ce plan propose d'adopter une approche de superposition des risques pour financer l'évolutivité du programme HSNP, comportant un fonds de contingence et une assurance.

L'assistance technique fournie par l'Initiative ADRF a permis de finaliser une stratégie de re-certification pour le *Programme national de filet de sécurité sociale* (dont fait partie le programme HSNP), ainsi que de rédiger la *Stratégie d'amélioration du registre social*, qui guidera le déploiement d'un registre social pour les programmes de filet de sécurité sociale au Kenya. L'équipe ADRF facilitera la poursuite des discussions avec le Trésor public sur les détails concernant le plan de financement.

### **Assurance agricole - avec le cofinancement de l'Agence des États-Unis pour le développement international (United States Agency for International Development - USAID):**

L'équipe ADRF a continué d'apporter de l'assistance technique au ministère kenyan de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et de l'Irrigation pour mettre en œuvre deux régimes d'assurance : le premier pour les récoltes et l'autre pour le bétail, venant à l'appui du gouvernement dans l'élaboration d'un cadre stratégique d'assurance, et un deuxième plan d'intensification des régimes. Les deux régimes d'assurance montrent l'impact positif de l'aide apportée aux agriculteurs vulnérables face aux chocs de production.



Régions du Kenya touchées par des sécheresses graves, avec en noir les endroits ayant reçu des indemnités d'assurance.

Source : Banque mondiale

Dans le cadre du régime d'assurance-récoltes, l'équipe ADRF a fourni de l'assistance technique au Projet d'agriculture intelligente face au climat au Kenya (*Kenya Climate Smart Agriculture Project - KCSAP*) dans le but d'améliorer les statistiques agricoles. À la saison des récoltes de 2018, le nombre d'agriculteurs ayant souscrit à une assurance pour leurs récoltes s'est maintenu à plus de 300 000 dans 20 comtés, soit 17 % de l'objectif visé de 2 millions d'agriculteurs. L'équipe ADRF a tenu des discussions avec les ministères concernés et

d'autres parties prenantes en septembre 2018 en vue de renforcer la collecte et la qualité des données en matière d'assurance agricole dans le cadre du projet KCSAP. La médiocrité des statistiques agricoles et des données historiques, ainsi que de l'actuelle collecte de données, sont autant d'entraves à l'extension du régime d'assurance-récoltes. Des efforts d'amélioration de la qualité de l'information sont déployés en vue d'accélérer la réalisation des objectifs fixés par le gouvernement.

On constate une augmentation du nombre d'agriculteurs couverts dans le cadre du *Programme d'assurance du bétail au Kenya (Kenya Livestock Insurance Program - KLIP)*, qui en est à son quatrième cycle, le gouvernement ayant obtenu une couverture d'assurance pour 18 000 ménages pastoraux dans huit comtés pour la période de couverture 2018/2019. Le gouvernement a l'intention de fournir une couverture d'assurance du bétail dans 14 comtés abritant des terres arides et semi-arides à prédominance pastorale. En décembre 2018, en partenariat avec l'Institut international de recherche sur l'élevage, l'équipe ADRF a achevé un rapport sur la pertinence du produit KLIP pour les six comtés restants. Sur les six comtés examinés, deux conviennent pour bénéficier du programme KLIP sous sa forme actuelle et seront inclus dans le cycle KLIP 2019/2020. Les quatre autres nécessitent un examen plus approfondi afin de déterminer la pertinence ou non de l'emploi de l'indice différentiel normalisé de végétation. L'équipe ADRF a également continué à apporter son appui à l'augmentation des financements au programme KLIP par l'administration publique nationale et les collectivités locales. C'est dans cette optique que l'Initiative ADRF a parrainé un atelier en décembre 2018 pour étudier la possibilité de financer le KLIP, auquel elle a participé aux côtés de 22 participants de huit comtés. Les hauts fonctionnaires des comtés présents à l'atelier ont pris des engagements financiers en vue de payer la prime pour davantage de ménages.

Pendant la brève saison des pluies qui s'est terminée en janvier 2019, les précipitations inférieures à la moyenne qu'a connues le Kenya expliquent la relative médiocrité des récoltes dans certains comtés. Les faibles précipitations ont nui à l'état des pâturages, ce qui a déclenché le versement d'indemnités au titre du programme KLIP dans la plupart des zones touchées. Plus de 6 000 ménages ont perçu des indemnités, dont le montant total s'est élevé à 870 000 dollars, soit 87 millions de shillings kenyans, représentant 27 % du total des ménages assurés. Le produit d'assurance du bétail continue d'interpréter correctement les conditions de sécheresse et de verser des indemnités aux ménages qui en sont victimes. Il présente des preuves solides de l'efficacité d'un mécanisme de transfert des risques comme moyen de faire face aux chocs climatiques. Les agriculteurs confrontés à une crise due à la sécheresse ont reçu des indemnités à temps et le gouvernement est convaincu de la possibilité de mettre fin aux situations d'urgence liées à la sécheresse en ayant recours à des produits d'assurance. Les efforts s'attachent dorénavant à élargir le programme pour prendre en charge davantage d'agriculteurs au moyen d'une couverture accrue. Des formations et des actions de sensibilisation à la nécessité de contribuer financièrement à l'augmentation du nombre de ménages couverts par le KLIP ont eu lieu dans les comtés. L'objectif visé au cours des trois prochaines années est de faire passer les 18 000 ménages actuellement couverts à au moins 300 000, et de 110 000 à 1,5 million le nombre d'unités de bétail tropical. C'est dans cette optique que l'équipe ADRF poursuivra ses discussions avec le gouvernement afin de soutenir l'élargissement du projet KLIP.



## Lesotho

### ***Programme national de financement des risques de catastrophes :***

Suite aux discussions qui ont eu lieu avec le gouvernement du Lesotho dans la mise en œuvre d'une stratégie de financement des risques de catastrophes et de la contribution du FRC à la stabilité budgétaire, l'équipe ADRF a finalisé son ébauche de diagnostic FRC pour le pays en juin 2019. Ce diagnostic constate que les catastrophes naturelles peuvent avoir un impact budgétaire très lourd sur le Lesotho. Une analyse des simulations statistiques a été réalisée, s'intéressant au coût historique des interventions en cas de catastrophe au Lesotho pour tenter d'estimer une fourchette de leurs coûts potentiels. D'après cette analyse, le coût moyen des interventions en cas de catastrophe a été estimé à 19,3 millions de dollars par an. Celui-ci peut toutefois être plus élevé lorsque surviennent des phénomènes plus graves et plus rares. Les principaux résultats de l'étude ont été présentés lors d'une réunion avec le ministère des Finances en juin 2019. Les commentaires du gouvernement seront pris en compte et examinés en interne à des fins de qualité avant de présenter la version finale du diagnostic.

### ***Filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises - avec le cofinancement de SIDA :***

L'équipe ADRF a collaboré étroitement avec des interlocuteurs du gouvernement à une étude qui passe en revue les actuels programmes de protection sociale au Lesotho et la possibilité de les transposer à plus grande échelle. Cette étude s'est accompagnée d'une analyse actuarielle des coûts des catastrophes au Lesotho, en envisageant différentes périodes de récurrence. D'après les données portant sur les personnes touchées par des catastrophes entre 2003 et 2018, le coût annuel moyen des catastrophes au Lesotho est estimé à environ 18,4 millions de dollars. À l'issue de cette étude, l'équipe ADRF a rédigé une note d'orientation reprenant ses principales recommandations. Les résultats de ce travail ont été présentés aux parties prenantes concernées au cours d'un atelier organisé au Lesotho en décembre 2018, en présence de 20 responsables du gouvernement, de la société civile, du secteur humanitaire et de partenaires de développement.

### ***Financement des risques agricoles :***

Une évaluation des risques agricoles et un diagnostic de financement pour le Lesotho ont été préparés grâce à l'Initiative ADRF. L'étude a porté sur les principaux risques agricoles, les facteurs de risques et les pertes associées aux risques, ainsi que sur les stratégies de gestion des risques. L'étude a constaté que les principaux risques pour la production sont les sécheresses, les gelées fortes, les précipitations torrentielles, les infestations parasitaires et les épidémies, les pertes annuelles se chiffrant à 28 millions de dollars en moyenne, soit 2 % du PIB du Lesotho. Les chocs de production ont des retombées considérables sur la sécurité alimentaire des ménages et du pays, en plus de leur effet déstabilisateur macroéconomique. L'étude souligne aussi le rôle des institutions et du financement pour mieux gérer les risques et renforcer la résilience dans le pays. L'étude sera finalisée après son examen par les interlocuteurs du gouvernement et les experts de la Banque mondiale, pour être ensuite publiée.



## Madagascar

### **Programme national de financement des risques de catastrophes :**

L'équipe ADRF, en collaboration avec l'Agence française de développement, ont entamé un dialogue avec le gouvernement de Madagascar pour discuter de la conception d'un fonds de réserve en cas de catastrophe. Le calendrier et les termes de référence du travail technique ont été élaborés et convenus avec le gouvernement dans le but (i) d'examiner les possibles formes juridiques que pourrait revêtir un fonds de réserve en cas de catastrophe dans le cadre juridique de Madagascar et (ii) de présenter des contributions en vue d'un projet de décret portant création d'un fonds de réserve en cas de catastrophe.

Une étude de faisabilité a également été amorcée et l'équipe ADRF a apporté son soutien à l'examen du cadre juridique potentiel pour le fonds, ainsi qu'à l'élaboration d'un décret. La conception du possible fonds de réserve en cas de catastrophe a examiné (i) la portée du fonds en termes de préparation et d'intervention en cas d'urgence, de réhabilitation et de reconstruction ; (ii) la structure de gouvernance ; et (iii) les sources de financement potentielles. Différentes options ont été illustrées par des exemples de ce type de fonds provenant d'autres pays. Le ministère de l'Économie et des Finances a travaillé en coordination avec les agences de GRC (le Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes et la Cellule de Prévention et Gestion des Urgences) sur la portée et le statut du fonds et un projet de décret a été finalisé. Le décret devrait être approuvé d'ici fin septembre 2019. Un appui supplémentaire sera apporté pour élaborer un manuel d'exploitation des fonds et sa réglementation détaillée.



## Malawi

### **Programme national de financement des risques de catastrophes :**

En juin 2019, une opération de politique de développement de 70 millions de dollars avec un Cat-DDO a été approuvée par la Banque mondiale, dont 30 millions de dollars sont reportés et disponibles pour être retirés suite à une déclaration de catastrophe au cours des trois prochaines années<sup>28</sup>. Le Cat-DDO du Malawi souligne comment l'assistance technique de l'Initiative ADRF a été mise à profit pour faire avancer d'importantes réformes politiques et mettre en place des instruments de financement qui renforcent la résilience financière aux catastrophes naturelles, notamment par l'élaboration d'une stratégie de financement des risques de catastrophes qui a été approuvée par le ministère des Finances en mars 2019. La stratégie FRC marque un jalon important dans les efforts du Malawi visant à renforcer la protection financière contre les catastrophes et énonce dans un document officiel les grandes priorités politiques du gouvernement en matière de FRC. Auparavant, l'équipe ADRF avait apporté son soutien à deux ateliers gouvernementaux en octobre 2018 : (i) un atelier de consultation nationale sur la stratégie FRC auquel ont participé 39 personnes ; et (ii) un atelier de validation nationale au cours duquel la version finale de la stratégie FRC a été présentée pour recevoir des derniers commentaires et sa validation.

28 Pour plus d'informations, veuillez vous reporter au communiqué de presse de la Banque mondiale disponible en anglais ici : <https://bit.ly/2LuQEvk>.

### **Filet de sécurité sociale évolutif en cas de crises - avec le cofinancement de SIDA :**

L'équipe ADRF a continué de soutenir le gouvernement du Malawi lorsqu'elle a introduit une composante de financement d'un filet de sécurité sociale évolutif en cas de crises dans le cadre éventuelle d'une opération de prêt de protection sociale. Les activités prioritaires ont notamment inclus : (i) un examen des instruments financiers potentiels pour couvrir les coûts de la transposition à plus grande échelle d'un programme de protection sociale, le Programme de transferts monétaires sociaux (*Social Cash Transfer Program - SCTP*) et l'application éventuelle d'outils de financement de contingence ; (ii) un appui technique à la création d'un registre social pour faire avancer le programme de collecte de données sur la résilience socioéconomique ; et (iii) l'examen du programme SCTP et des conseils sur la préparation à sa transposition à plus grande échelle. Sur ce dernier point, l'équipe ADRF a mobilisé les capacités techniques de l'équipe Climat et FRC de la Banque mondiale qui se chargera du travail technique sur les déclencheurs de la transposition à plus grande échelle du programme SCTP. En utilisant les données de 2010 à 2018, les coûts moyens de l'aide par l'entremise du programme SCTP sont estimés à 7,2 millions de dollars par an. Les activités de ce travail, ainsi que des informations sur les fondements de la protection sociale évolutive en cas de crises, ont été présentées au gouvernement en mars 2019. Par ailleurs, l'équipe a lancé un processus de sélection pour embaucher une entreprise chargée de faire le bilan des données disponibles sur les ménages, la météo et le rendement agricole au Malawi, afin d'informer la conception d'une composante évolutive en cas de crises, à déclencher en cas de catastrophe.

### **Assurance agricole, avec le cofinancement de SIDA :**

Suite à une demande du gouvernement du Malawi d'élargir le marché de l'assurance agricole dans le pays, l'Initiative ADRF a amorcé l'élaboration d'une étude de faisabilité sur la possibilité d'une assurance destinés aux récoltes et au bétail au Malawi, en collaboration avec le Mécanisme mondial d'assurance basé sur un indice (Global Index Insurance Facility) de la Banque mondiale<sup>29</sup>. Les résultats de l'étude permettront au gouvernement du Malawi d'avoir des informations essentielles sur la façon d'élargir le marché de l'assurance agricole dans le pays. Une ébauche de l'étude de faisabilité a été présentée en juin 2019 et fera l'objet d'un examen interne par la Banque mondiale ainsi que d'un examen gouvernemental externe avant d'en établir la version finale.



## **Mauritanie**

### **Programme national de financement des risques de catastrophes :**

L'équipe ADRF a travaillé avec l'équipe de la protection sociale de la Banque mondiale pour appuyer le gouvernement mauritanien dans le renforcement du système d'alerte précoce pour la sécurité alimentaire. Ce travail est mis en œuvre en coordination avec le Programme alimentaire mondial (PAM) et d'autres partenaires de développement. Il a commencé par l'élaboration d'une note d'orientation sur le financement des risques pour la sécurité alimentaire en vue de faire face aux besoins d'intervention associés à des crises d'origine climatique, en se concentrant dans un premier temps sur les conditions de sécheresse. L'équipe ADRF présentera au gouvernement cette note d'orientation une fois qu'elle en aura établi la version finale.

29 Pour plus d'informations, veuillez visiter : <https://bit.ly/2AQRH2q>.



## Mozambique

### **Programme national de financement des risques de catastrophes :**

En mars et avril 2019, deux grands cyclones tropicaux : Idai et Kenneth, se sont abattus sur le Mozambique. Les données d'analyse des aléas, de l'exposition et des risques effectuées dans le cadre de l'Initiative ADRF suite aux cyclones tropicaux ont été mises à la disposition des pouvoirs publics et des partenaires du développement par le biais de la plateforme GeoNode<sup>30</sup> en vue de les utiliser pour diverses applications dans la phase d'intervention immédiate. *Pour en savoir plus, voir la rubrique « Pleins phares » à la page 11.*

A la suite du cyclone tropical Idai, le *Programme de gestion des risques de catastrophes et de résilience* au Mozambique, préparé avec l'appui de l'Initiative ADRF, a été approuvé par la Banque mondiale en mars 2019<sup>31</sup>. Le financement total pour le programme et le projet d'investissement qui l'accompagne s'élève à 132,27 millions de dollars, dont 90 millions de dollars proviennent d'un financement de l'IDA, 6 millions de dollars de la Facilité mondiale de financement des risques<sup>32</sup> (*Global Risk Financing Facility - GRIF*) et 36,27 millions de dollars du financement de contrepartie du gouvernement du Mozambique. L'équipe ADRF a également mobilisé 2 millions de dollars supplémentaires auprès du GRIF pour financer les activités d'assistance technique qui auront lieu au Mozambique au cours des cinq prochaines années. Ce projet marque la première fois que la Banque mondiale a recours à l'instrument « Programme pour Résultats » (*Program for Results*) dans le cadre d'un projet ayant attiré au secteur de la GRC. C'est de surcroît le premier projet de la Banque mondiale en Afrique à apporter un appui à un gouvernement dans l'achat d'un produit de transfert de risque. Une fois ce projet approuvé, le rythme des activités s'est intensifié pour faire en sorte que le gouvernement du Mozambique puisse avoir accès plus rapidement à des fonds supplémentaires afin de répondre efficacement à des situations d'urgence comme celles provoquées par les cyclones Idai et Kenneth. Dans le cadre de la mise en œuvre du programme, l'appui technique apporté par l'Initiative ADRF a permis au gouvernement d'élaborer et d'adopter un manuel des procédures administratives et financières détaillées pour le fonds de gestion des catastrophes, prenant appui sur les bonnes pratiques internationales. Le gouvernement a aussi respecté son obligation de consacrer 0,1 % de son budget au fonds de gestion des catastrophes. S'ajoutant à la création d'une unité de gestion du fonds dotée de son personnel propre et à l'élaboration d'un système de gestion financière, il s'agit là d'une réalisation phare de l'appui global apporté au financement des risques de catastrophes, ainsi que d'une étape charnière dans l'avancement de l'agenda de la protection financière au Mozambique. Par ailleurs, l'équipe ADRF a commencé à passer en revue et à déterminer l'adéquation des modèles des cyclones tropicaux couvrant le Mozambique, en vue de l'élaboration d'un instrument de transfert de risque.

30 GeoNode est une application et une plateforme accessible en ligne dont la fonction est de développer des systèmes d'informations géospatiales et de déployer des infrastructures de données spatiales. Voir <http://geonode.org/>.

31 Pour plus d'informations, veuillez vous reporter au communiqué de presse de la Banque mondiale disponible en anglais ici : <https://bit.ly/2Gl27Ld>.

32 Pour plus d'informations, veuillez visiter : <https://bit.ly/2LS7G6u>.

D'autre part, l'équipe ADRF a commencé à travailler sur la mise en œuvre d'un système d'intégration des paiements pour le versement d'indemnités en cas de catastrophe dans les régions sinistrées par le cyclone tropical Idai. Celui-ci a donné lieu notamment à des activités techniques entre le compte unique du Trésor public, deux banques commerciales et deux opérateurs d'argent mobile. L'équipe ADRF a également animé des ateliers de sensibilisation et d'éducation financière dans la province de Maputo, au cours de 5 sessions auxquelles ont assisté plus de 180 participants sur 3 jours. Les paiements commenceront sous forme de versement électronique des salaires de 108 coordinateurs du programme de protection sociale dans la province de Sofala. Ces paiements informeront à leur tour le versement des indemnités suite à une catastrophe aux bénéficiaires du système de protection sociale lors d'une phase ultérieure de la mise en œuvre du projet.

En 2019, l'équipe ADRF a également commencé à apporter son appui à l'élaboration d'une stratégie de FRC pour le Mozambique. En avril 2019, des premières consultations ont eu lieu avec les parties prenantes concernées, y compris le ministère de l'Économie et des Finances, l'Agence nationale de gestion des catastrophes, le ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire, l'Institut national de la météorologie et l'organisme de réglementation du secteur des assurances. Un premier projet de la stratégie est attendu fin 2019.



## Namibie

### *Programme national de financement des risques de catastrophes :*

De concert avec l'équipe agriculture de la Banque mondiale, l'équipe ADRF a commencé à effectuer les travaux de définition du champ d'étude pour réaliser une évaluation des risques agricoles et de catastrophes en Namibie. Ce travail s'inscrit dans le cadre d'une vaste analyse des impacts des chocs et des risques sur le secteur agricole du pays. La première ébauche de l'évaluation est prévue pour la fin de 2019.



City of Cape Town,  
South Africa



## Niger

### ***Filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises - avec le cofinancement de SIDA :***

L'Initiative ADRF a apporté un appui technique au gouvernement du Niger en vue d'intégrer une composante de FRC dans l'opération de prêt de 80 millions de dollars de la Banque mondiale pour la deuxième phase du projet intitulé *Filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises du Niger*, qui a été approuvée par la Banque mondiale en janvier 2019. Cette composante FRC est consacrée à l'élaboration d'un programme de transferts monétaires évolutif en cas de sécheresse. Elle adopte une approche séquentielle et s'accompagne d'un programme pilote dont la mise en œuvre est prévue pour la saison maigre de 2020. Le comité de pilotage interministériel créé à cette occasion a commencé le travail visant à identifier à la fois les déclencheurs d'évolutivité appropriés et une zone cible adéquate afin d'y mener le projet pilote. Pour éclairer ce processus, plusieurs études ont été commandées : (i) l'équipe ADRF a finalisé une étude sur le financement humanitaire au Niger pour mieux comprendre les volumes, les flux et les échéanciers de financement ; et (ii) une autre étude sur le lien entre les données sur le climat et l'impact de la sécheresse ressenti sur le terrain, dont le résultat sera disponible d'ici août 2019 et présenté au comité de pilotage interministériel lors d'un atelier en septembre 2019.



## Ouganda

### ***Assurance agricole, avec le cofinancement de SIDA :***

L'Initiative ADRF a fourni une assistance technique au gouvernement de l'Ouganda en vue d'améliorer le financement pour le secteur de l'agriculture. L'équipe a apporté son appui au gouvernement afin de procéder à l'examen du *Régime national d'assurance agricole de l'Ouganda (Uganda Agriculture Insurance Scheme - UAIS)* en vue d'améliorer la qualité des produits et d'augmenter le nombre d'agriculteurs qui souscrivent à une assurance.

En janvier 2019, ayant finalisé son examen du régime UAIS, l'équipe ADRF a présenté au gouvernement de l'Ouganda son rapport technique accompagné de sa note d'orientation. Celui-ci recommandait d'envisager deux grands régimes : l'un ciblant les cultivateurs et l'autre les éleveurs. L'équipe a travaillé en étroite collaboration avec les acteurs publics et privés afin d'évaluer le régime UAIS, en les sollicitant pour qu'ils examinent l'offre de produits et les processus opérationnels. L'équipe ADRF avait déjà eu l'occasion de présenter les constats préliminaires du régime UAIS au gouvernement et à d'autres parties prenantes lors d'un atelier qui s'était tenu à Kampala, en Ouganda, le 6 novembre 2018, en présence de 40 personnes. La note d'orientation a été présentée et avalisée lors d'une réunion de la haute direction au ministère des Finances, présidée par le ministre, réunissant 30 participants.

En s'appuyant sur l'examen du régime UAIS, le gouvernement a commencé à inscrire ses récents efforts d'élargissement du financement et de l'assurance agricoles dans la perspective du programme plus large de la transformation agricole. En plus de l'examen du régime UAIS, le gouvernement a demandé un appui afin d'étudier un cadre plus complet de réduction des risques dans le secteur de l'agriculture et de mobilisation du financement privé. L'équipe ADRF passera en revue la ligne de crédit et les garanties de crédit partielles subventionnées par le gouvernement et donnera des conseils sur la manière dont celles-ci s'inscrivent dans l'agenda plus large de la transformation du secteur de l'agriculture. Le gouvernement a aussi demandé à l'équipe ADRF de donner son avis sur le projet de politique de financement de l'agriculture qui est destiné à améliorer un environnement propice pour renforcer l'accès des agriculteurs au financement.

#### **Filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises - avec le cofinancement de SIDA :**

L'examen à mi-parcours de la troisième phase du *Fonds d'action sociale pour le nord de l'Ouganda (Northern Uganda Social Action Fund Phase 3 - NUSAF 3)* a eu lieu après trois années de mise en œuvre du projet. Le gouvernement a présenté l'impact de la composante FRC sur les moyens de subsistance des ménages pauvres dans le Karamoja. Les évaluations d'impact ont démontré que la composante FRC a accru la fréquence des repas, a augmenté les économies réalisées et a diminué l'ampleur des stratégies d'adaptation négatives de la population. Le gouvernement a reconnu la composante FRC comme étant l'un de ses projets phares. Au cours de l'examen, le gouvernement et l'équipe ADRF ont convenu de concert de transposer à plus grande échelle le mécanisme FRC pour étendre la couverture sécheresse à d'autres sous-régions et élargir la portée du mécanisme afin qu'il prenne en charge d'autres aléas, comme les inondations. Sur cette base, 7 millions de dollars ont été réaffectés à la composante FRC au sein du projet NUSAF 3 en vue de couvrir les coûts des activités de la transposition à plus large échelle au cours des deux années à venir.

Par ailleurs, l'équipe ADRF s'est chargée de la rédaction d'un chapitre du rapport d'examen des dépenses publiques en protection sociale de l'Ouganda, qui sera publié en décembre 2019. Ce chapitre envisage la possibilité d'élargir les filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises en Ouganda et en présente une analyse des coûts indicatifs.



## **Rwanda**

#### **Assurance agricole, avec le cofinancement d'USAID :**

Suite à une demande officielle du gouvernement du Rwanda, l'équipe ADRF a achevé l'examen du *Régime national d'assurance agricole (National Agriculture Insurance Scheme - NAIS)* du Rwanda. Le régime NAIS est une initiative dirigée par le gouvernement rwandais visant à mettre des produits d'assurance agricole à la disposition de petits exploitants agricoles, qui représentent la majorité des agriculteurs du pays.

Par le biais du régime NAIS, le gouvernement se concentre sur deux régimes : l'un ciblant les cultivateurs et l'autre les éleveurs. Le gouvernement a lancé en avril 2019 le produit d'assurance du bétail dans 14 districts et il envisage de lancer le produit d'assurance-récolte à la prochaine saison de plantation. L'équipe ADRF a achevé son rapport technique présentant une analyse détaillée du régime. Celui-ci s'accompagne d'une note d'orientation qui résume les options de politique que le gouvernement pourrait adopter en vue d'un potentiel appui d'une assurance agricole. La version définitive du rapport a été présentée en juin 2019 au gouvernement du Rwanda pour qu'il y apporte ses commentaires.

Par ailleurs, l'équipe ADRF a apporté son appui au gouvernement du Rwanda dans la conception d'un mécanisme de réduction des risques dans le secteur de l'agriculture. L'objectif recherché est de coordonner l'intégralité des investissements dans ce secteur pour réduire les risques, renforcer la productivité des agriculteurs et stabiliser le revenu des exploitations agricoles. Le mécanisme de réduction des risques vise à attirer des investissements dans le secteur agricole en réduisant les risques courus par les chaînes de valeur de l'agriculture et faciliter l'octroi de financements agricoles. La version finale de la note conceptuelle sur le mécanisme de diminution des risques, rédigée par l'équipe ADRF, a été envoyée au Conseil des ministres pour examen et approbation en juin 2019.



## Sénégal

### ***Agenda national du financement des risques de catastrophes et filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises - avec le cofinancement de SIDA :***

En avril 2019, l'équipe ADRF a achevé son analyse des passifs contingents du Sénégal. Celle-ci comporte une évaluation des risques financiers dus à la sécheresse pour l'ensemble du pays, qui repose sur une combinaison des pertes historiques réelles déclarées (*Cadre harmonisé sur 2014-2017*) et un indice pour les précipitations et l'humidité, utilisé pour extrapoler ces données pour la période de 1992 à 2018. Les résultats donnent des éclairages plus robustes sur les éventuelles pertes financières auxquelles le gouvernement du Sénégal pourrait faire face en cas de sécheresse. L'analyse a été approuvée en interne par la Banque mondiale en juin 2019, et ses principaux résultats et recommandations seront présentés au gouvernement à la fin de 2019.

L'équipe ADRF a apporté son appui à des échanges techniques réguliers avec le gouvernement du Sénégal sur le rôle et les avantages de filets de sécurité sociale évolutifs adossés à des instruments financiers ex-ante en réponse à des crises de sécheresse. Plus d'une quarantaine de professionnels du gouvernement et d'organisations humanitaires ont assisté à une rencontre de deux jours intitulée *Protection sociale évolutive et stratégies de financement pour des interventions efficaces face à l'insécurité alimentaire* qui a eu lieu à Dakar en octobre 2018. Les délégués ont assisté à une présentation sur les activités de l'Initiative ADRF portant sur une analyse des coûts basés sur un scénario de filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises ; ils y ont également reçu une formation aux fondamentaux de l'analyse du FRC et des instruments de financement. Ils ont aussi discuté de la conception préliminaire de stratégies de FRC.

Suite aux élections présidentielles sénégalaises de février 2019, l'équipe ADRF a engagé le nouveau gouvernement afin d'établir une stratégie de FRC pour lutter contre les pertes financières liées aux sécheresses, notamment par l'élaboration d'un mécanisme de filet de sécurité sociale évolutif. En juin 2019, un atelier a eu lieu au bureau de la Banque Mondiale à Dakar, co-dirigé par le ministère des Finances et l'équipe ADRF avec des interlocuteurs gouvernementaux, l'organisation *African Risk Capacity* (ARC) et des partenaires humanitaires. L'état des lieux a été présenté aux 20 délégués sur les points suivants : (i) les derniers travaux concernant l'évaluation des risques de sécheresse ; (ii) l'analyse coûts-avantages des instruments financiers ; et (iii) un ensemble de stratégies de FRC pour répondre au mieux aux passifs contingents auquel fait face le filet de sécurité sociale évolutif en cours d'élaboration. Des discussions ont également eu lieu avec le ministère des Finances qui avait manifesté son intérêt pour affiner et finaliser un instrument de FRC. Ce travail sera entrepris en étroite collaboration avec l'ARC, notamment pour la modélisation et l'établissement des prix de la couche de transfert des risques. L'atelier a aussi été l'occasion pour l'équipe ADRF et le gouvernement de discuter de la nécessité d'intégrer le cadre de financement des risques dans l'agenda plus large de la GRC ainsi que dans les actuels travaux portant sur le financement des risques d'inondations dans le pays.

L'ADRF continuera d'appuyer le gouvernement sénégalais en (i) affinant plus encore l'analyse des risques techniques, avec des contributions de l'ARC ainsi que des participants et d'experts en gestion des risques techniques ; et (ii) en déterminant la combinaison optimale d'instruments pour financer le mécanisme de filet de sécurité sociale évolutif, prévu pour la fin 2019.



## Seychelles

### ***Programme national de financement des risques de catastrophes :***

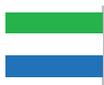
L'équipe ADRF a finalisé le *Plan de gestion du littoral des Seychelles*, qui résume les risques économiques et les investissements prioritaires dans le domaine de la résilience côtière dans le pays, et l'a présenté en juin 2019 au Conseil des ministres et au président des Seychelles <sup>33</sup>. Le président s'est entretenu avec Kristalina Georgieva, la directrice générale alors en poste de la Banque mondiale, pour discuter du plan et des options pour financer les priorités de sa mise en œuvre<sup>34</sup>. Le Président des Seychelles en a également envoyé un exemplaire au Secrétaire général des Nations Unies (ONU) <sup>35</sup>. Les stratégies possibles pour le financement du plan d'investissement en vue de renforcer la résilience climatique des Seychelles sont à l'étude.

33 Le rapport est disponible en anglais à <https://bit.ly/2RHd8e2>.

34 Veuillez voir un article de presse ici : <https://bit.ly/2KU5UTg>.

35 Veuillez voir un article de presse ici : <https://bit.ly/2xn01oP>.

Par ailleurs, l'équipe ADRF a fourni un appui technique au gouvernement à l'élaboration du *Plan national intégré de gestion des urgences (Seychelles National Integrated Emergency Management Plan - NIEMP)*<sup>36</sup>. Un rapport intitulé *Intensification de la préparation des Seychelles à des risques multi-aléas* a été présenté au Conseil des ministres, s'accompagnant d'un calendrier d'action avec les grands jalons à venir pour l'élaboration du plan NIEMP. Le Conseil des ministres a donné son approbation à ce calendrier, qui devrait être achevé d'ici la fin de 2019. L'équipe ADRF a également apporté son appui au ministère pour se livrer à un exercice de profilage, qui précise le rôle des différents ministères, départements et organismes impliqués dans les situations d'urgence, ainsi que l'inventaire des ressources dont ils ont besoin pour accomplir leurs missions. Certains plans d'urgence ont été actualisés pour les secteurs de la santé, du tourisme et de l'éducation. La version finale des plans d'urgence de la Société de la Croix-Rouge des Seychelles et de l'Agence des services de sauvetage en cas d'incendie des Seychelles a été approuvée. De surcroît, l'équipe ADRF a fourni un appui technique au département des administrations locales et aux cinq districts classés prioritaires par le Secrétaire permanent pour faire progresser leurs protocoles de préparation aux urgences et d'intervention reposant sur les plans d'urgence des districts datant de 2008.



## Sierra Leone

### *Filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises - avec le cofinancement de SIDA :*

Un nouveau gouvernement a été élu en Sierra Leone en mars 2018, qui a mis l'accent sur la restructuration des institutions publiques afin d'intervenir suite à une crise et d'assurer un meilleur encadrement en matière de GRC. L'équipe ADRF a soutenu le gouvernement en s'appuyant sur l'expérience qu'elle a acquise dans le cadre de son projet de filets de sécurité sociale, notamment lors des interventions à la suite de l'épidémie d'Ebola et aux glissements de terrain. Plus précisément, l'équipe ADRF a apporté une assistance technique pour améliorer la capacité des mécanismes d'acheminement d'aide humanitaire qui est un atout essentiel pour intensifier les interventions à la suite de diverses crises. Les efforts se sont concentrés sur le système d'information pour la gestion, les systèmes de paiement et les potentielles sources de financement. Le gouvernement a dirigé un exercice d'examen du cadre législatif et institutionnel lié au secteur de la GRC, dans le but d'assurer des interventions qui envisagent spécifiquement un rôle institutionnalisé pour les filets de sécurité sociale. Celui-ci s'est accompagné de travaux d'analyse dirigés par l'équipe ADRF, qui ont comporté une évaluation détaillée des interventions suite à des crises en vue d'informer le *Projet de Filets de sécurité sociale* de la Banque mondiale. Cette analyse débouche sur des recommandations innovantes quant à la mise en place de filets de sécurité sociale évolutifs, étayés de financements de contingence, dans des États fragiles et un contexte post-conflit. Fort des constats de cette évaluation, le gouvernement du Sierra Leone a demandé un financement supplémentaire pour le *Projet de filets de sécurité sociale* de la Banque mondiale, qui comprendrait une composante FRC pour l'aider dans l'élaboration et le financement du filet de sécurité sociale évolutif en cas de crises.

36 Ce travail a été cofinancé par le Programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles (<https://www.gfdrr.org/fr/acp-eu>).



## Somalie

### *Filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises :*

Face à l'intérêt croissant à l'appui de moyens de subsistance pastoraux et nomades après des crises climatiques en Somalie, l'équipe ADRF a reçu une demande du gouvernement en vue d'examiner la faisabilité technique, opérationnelle et financière d'un régime d'assurance du bétail. Une étude a été finalisée qui visait à (i) identifier des caractéristiques sociales et économiques spécifiques pour évaluer l'impact sur les ménages des chocs climatiques ; (ii) cerner les capacités du secteur privé à élaborer et à offrir des produits d'assurance appropriés ; et (iii) comprendre l'existence de la demande de produits d'assurance du bétail aux niveaux du gouvernement et des ménages. L'étude informe également l'éventuel déploiement d'un régime d'assurance du bétail dans les pays de la Corne de l'Afrique, à savoir le Kenya, l'Érythrée, la Somalie, l'Éthiopie et Djibouti.

L'avant-projet de l'étude de faisabilité a été validé par 150 parties prenantes issues du gouvernement, des six États somaliens et d'acteurs du secteur privé lors d'un atelier qui s'est déroulé à Mogadiscio en juin 2019. Les résultats indiquent qu'il est techniquement, financièrement et opérationnellement possible de lancer un régime d'assurance du bétail en Somalie. Ce travail devrait se poursuivre avec la publication de l'étude de faisabilité, la conception de produits d'assurance du bétail et en soutenant le gouvernement et des acteurs du secteur privé dans l'élaboration d'un plan de mise en œuvre du régime d'assurance.



Participants assistant à l'atelier de validation de l'étude de faisabilité de l'assurance du bétail à Mogadiscio, en Somalie, en juin 2019  
Crédit photo : Banque mondiale



## Zambie

### Assurance agricole :

L'équipe ADRF a apporté son appui à l'établissement d'un diagnostic du financement et de l'assurance agricole en Zambie. Cette étude a pour objectif d'évaluer les principales opportunités et entraves au développement de marchés commercialement viables du financement et de l'assurance agricole. De plus, l'étude a permis de présenter des recommandations au gouvernement en la matière.

Les constats préliminaires du rapport sont les suivants : (i) la sensibilisation aux services financiers a considérablement progressé au cours des dernières années, sous l'effet de la propagation de l'argent électronique ; (ii) le secteur bancaire zambien est très tourné vers le secteur de l'agriculture, mais la majeure partie des financements (plus de 90 %) est destinée à de grandes exploitations commerciales ; et (iii) il s'est produit une augmentation exponentielle d'actions de sensibilisation à l'assurance agricole en 2017-2018 au moyen d'un programme de subventions électroniques, qui nécessite une amélioration afin de soutenir les efforts d'intensification.

Les principales recommandations préliminaires du rapport qui ont trait à l'assurance sont les suivantes : (i) renforcer la conception et la mise en œuvre du *Programme de subvention des intrants des agriculteurs* au moyen de régimes d'assurance fondés sur des indices météorologiques ; (ii) entreprendre une évaluation approfondie du budget et des marchés quant aux options disponibles à l'appui des marchés de l'assurance agricole ; et (iii) renforcer les capacités techniques des principaux acteurs publics et privés.



Women in the bus,  
Uganda

Le rapport a été présenté en octobre 2018 au cours d'un atelier réunissant plus d'une quarantaine de personnes afin de solliciter les retours et les conseils des différentes parties prenantes. À l'issue de celui-ci, le diagnostic a été révisé afin d'y intégrer les contributions apportées par l'organisme des retraites et de l'assurance de la Zambie, l'organisme Financial Sector Deepening Zambia, l'équipe de l'Agence allemande de développement (*Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit*) en Zambie et le Programme d'expansion de la finance rurale. Le rapport devrait être finalisé et distribué d'ici fin 2019.

### **Filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises - avec le cofinancement de SIDA :**

L'équipe ADRF a mobilisé des experts internationaux autour d'un système de paiement novateur qui permet aux bénéficiaires de protection sociale de choisir leur fournisseur comme moyen de surmonter les lacunes dans la couverture des fournisseurs de paiement. Ce système de paiement est le premier du genre en Afrique et offre la possibilité de transposer rapidement à plus grande échelle la fourniture de filet de sécurité sociale comme intervention en réponse à la sécheresse. Ce système de paiement sera testé dans le cadre du plus grand programme de transferts monétaires du pays.



## **Zimbabwe**

### **Programme national de financement des risques de catastrophes :**

En s'appuyant sur une évaluation des risques du secteur de l'agriculture mentionné plus bas, l'équipe ADRF a poursuivi son dialogue avec le ministère des Finances sur le financement des risques et a étudié l'intérêt de réaliser un diagnostic FRC. Se sont joints à ces discussions l'organisme de réglementation des assurances et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. L'équipe poursuivra ce dialogue au cours d'un événement sur le thème du FRC<sup>37</sup>, auquel le ministre des Finances du Zimbabwe a été convié.

### **Filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises :**

L'équipe ADRF a travaillé avec l'équipe de protection sociale de la Banque mondiale à des efforts d'engagement politique avec le gouvernement en vue d'examiner et de réformer le *Programme-phare de transferts monétaires du Zimbabwe*. Le gouvernement et les partenaires ont un vif intérêt à s'attaquer aux difficultés de financement et de mise en œuvre, ainsi qu'à l'élargissement de la composante de renforcement des capacités pour les ménages extrêmement pauvres. Dans cette optique, l'équipe ADRF a soutenu des activités de renforcement des capacités, notamment en termes d'approfondissement des connaissances et de préparation de systèmes d'information résilients, du travail technique à l'appui d'évaluations de la vulnérabilité et des risques, et de renforcement de la compréhension du financement de contingence, ce qui a nécessité des échanges sur le plan national.

### **Financement des risques agricoles :**

En collaboration avec la direction pour l'agriculture de la Banque mondiale, l'équipe ADRF a finalisé le rapport intitulé *Évaluation des risques du secteur de l'agriculture au Zimbabwe*<sup>38</sup>. Ce rapport présente une évaluation des risques de catastrophe et de la capacité de gestion du secteur de l'agriculture au Zimbabwe. Les constats indiquent que le Zimbabwe est fortement exposé aux risques agricoles et dispose de capacités limitées de gestion des risques à différents niveaux. Plus précisément, le rapport montre que le Zimbabwe perd environ 126 millions de dollars chaque année en raison de risques liés à la production. Le rapport recommande l'adoption d'une stratégie intégrée de gestion des risques, nécessaire pour (i) le renforcement de la résilience au niveau des

37 L'équipe ADRF prévoit d'organiser un événement sur le thème du FRC à l'université de Stellenbosch en Afrique du Sud du 2 au 6 septembre 2019.

38 Le rapport peut être consulté à : <https://goo.gl/TDuPp2>.

exploitations ; (ii) l'amélioration de la capacité du gouvernement à financer et à déployer rapidement des interventions en cas de catastrophe ; et (iii) la promotion de mécanismes de transfert de risques (ou d'assurance) au niveau souverain ainsi que pour les agriculteurs.

### **Coordination avec l'ARC**

Un atelier conjoint entre la Banque mondiale et l'ARC a été organisé en mars 2019 à Nairobi pour convenir d'un plan de collaboration. Les deux organisations ont déclaré cet atelier un succès, qui a donné lieu à un plan d'action concret. Les équipes collaboreront dans le cadre de l'événement sur le thème du FRC en septembre 2019 à l'université de Stellenbosch en Afrique du Sud. Par ailleurs, les équipes de l'ARC et de la Banque mondiale travaillent conjointement à l'élaboration d'un modèle de risque de cyclones tropicaux pour le Mozambique. D'autre part, chacune a accepté de dialoguer avec le gouvernement du Kenya pour l'aider à mieux comprendre les avantages de la stratification des risques et des instruments de transfert de risques pour la gestion des risques de sécheresse.



Busy street in Benin

---

## Pleins phares : Effet de levier financier de l'Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique

---



Children looking to the ocean, Carbo Verde.

Depuis son lancement, l'Initiative ADRF est intervenue auprès de plus d'une vingtaine de gouvernements d'Afrique subsaharienne en vue d'élaborer des politiques, des instruments et des stratégies de FRC. Les activités de l'ADRF appuient le renforcement des capacités institutionnelles, techniques et financières dans ces pays pour gérer l'impact des aléas naturels et améliorer la résilience budgétaire. Celles-ci ont débouché sur des résultats concrets, les pays changeant de politiques de FRC ou en adoptant de nouvelles, modifiant leurs dotations budgétaires ou augmentant leurs propres capacités budgétaires liées aux catastrophes.

Les activités de l'Initiative ADRF ont également ouvert la voie à des investissements supplémentaires dans le financement des risques, se concrétisant par la mobilisation de fonds additionnels auprès de la Banque mondiale ou d'autres bailleurs de fonds. L'Initiative ADRF a permis de faire un effet de levier pour plusieurs opérations supplémentaires, soit par la facilitation, ou par l'information, que l'on peut définir comme suit :

- **Facilitation** : L'assistance technique de l'Initiative ADRF vient directement à l'appui de la conception ou de la mise en œuvre d'un investissement, par exemple lorsque les activités de l'Initiative ADRF participent directement à la conception d'une opération, ou par l'intégration d'une composante FRC dans le cadre d'une opération plus importante.
- **Information** : Les ressources de l'Initiative ADRF créent les conditions propices nécessaires pour concevoir un investissement de plus grande envergure, par exemple au moyen d'un rapport, d'une analyse, ou d'un diagnostic, entre autres.

C'est sur cette base que l'Initiative ADRF a enregistré un effet de levier qui s'élève au total à **516,3 millions de dollars** auprès de la Banque mondiale et d'autres partenaires de développement. Ces investissements se sont concrétisés en prenant appui sur l'assistance technique apportée par l'ADRF. Dans la mesure où ces opérations nécessitent un engagement fort et sur la durée de la part des pays concernés, elles témoignent de la pérennité et de l'appropriation par les pays des activités soutenues par l'Initiative ADRF. Ces opérations à effet de levier sont mises en œuvre dans les domaines d'engagement suivants de l'ADRF :

- **Mécanismes de contingence** : On compte parmi eux plusieurs instruments, tels que le Cat-DDO, qui apporte aux pays un appui technique pour renforcer les aspects juridiques, politiques et institutionnels liés au secteur de la GRC. Suite à la demande des pays, un Cat-DDO de 200 millions de dollars a été établi et approuvé pour **le Kenya**, un de 10 millions de dollars a été approuvé pour le **Cap-Vert** et un de 70 millions de dollars pour **le Malawi**. En plus de cela, par le biais d'un Programme pour Résultats de la Banque mondiale d'un montant de 90 millions de dollars, l'Initiative ADRF a répondu à une demande officielle du gouvernement du **Mozambique** de lui fournir de l'assistance technique pour mettre en œuvre et capitaliser son fonds de gestion des catastrophes (le montant total de l'opération s'élève à 134,3 millions de dollars, car elle inclut également le financement de contrepartie du gouvernement et du GRIF). L'Initiative ADRF a également appuyé un mécanisme de réponse immédiate de 13 millions de dollars au **Niger** pour soutenir les mesures de relèvement et de reconstruction à la suite de sécheresse.
- **Systèmes de sécurité sociale évolutifs en cas de crises** : Un autre pilier des activités de l'ADRF porte sur l'élaboration de stratégies de financement qui permettent aux systèmes de protection sociale d'intervenir rapidement suite à des crises. Dans le cadre de ces activités, les opérations de la Banque mondiale ont été informées par l'Initiative ADRF en **Ouganda**, au **Niger** et au **Kenya**. Ces opérations ont mobilisé 12 millions de dollars dans le cadre du projet NUSAF 3, 5 millions de dollars au titre du Projet de filet de sécurité sociale du Niger et 72 millions de dollars dans le cadre du projet KSEIP, dont 45 millions de dollars provenaient du cofinancement du DFID au titre des stratégies de financement visant à subvenir aux coûts des interventions suite à une crise.

### 4.3. Facilitation d'initiatives régionales de financement des risques et de partage des connaissances

Entre juillet 2018 et juin 2019, l'Initiative ADRF a continué de faciliter un certain nombre d'activités de partage des connaissances sur des solutions d'évaluation et de financement des risques, en collaboration avec d'autres partenaires de développement. Voici un résumé de ces activités.

#### Atelier régional sur les risques sismiques et la résilience de la vallée du Rift en Afrique de l'Est



Participants au cours d'une visite à la tour du Parlement à Nairobi, organisée dans le cadre de la rencontre RIFT 2018 - Atelier régional sur les risques sismiques  
Crédit photo : Banque mondiale

En septembre 2018, l'équipe ADRF a apporté son appui à l'organisation de la rencontre intitulée *RIFT 2018 - Atelier régional sur les risques sismiques et la résilience* à Nairobi, au Kenya, auquel ont assisté 35 représentants du **Kenya**, de l'**Ouganda**, du **Mozambique**, du **Malawi**, d'**Éthiopie** et de **Tanzanie**. Cet atelier a permis de sensibiliser les participants aux risques sismiques dans cette région d'Afrique de l'Est. Celui-ci a aussi énoncé des options spécifiques pour des politiques et des investissements propices d'une part à la consolidation des cadres institutionnels et stratégiques pour la gestion des risques, et d'autre part au renforcement des capacités de certaines administrations publiques nationales et locales dans la vallée du Rift est-africain. Les participants ont approfondi

leurs connaissances des grands thèmes que sont (i) l'identification des risques sismiques et la cartographie des aléas ; (ii) la mise en œuvre de la réduction des risques sismiques dans le secteur du bâtiment ; et (iii) les infrastructures résilientes. L'atelier a permis aux participants de reconnaître que même un tremblement de terre d'une magnitude comprise entre 5,0 et 6,0 sur l'échelle de Richter peut provoquer des dégâts dévastateurs dans la vallée du Rift, en raison de la vulnérabilité inhérente causée par la mauvaise qualité des édifices et la concentration des populations urbaines pauvres. Au cours de l'atelier, les participants ont élaboré des plans sur les problèmes et les opportunités afin d'expliquer leurs efforts de cartographie des aléas sismiques et de mise en œuvre des politiques réglementaires adéquates. Des expériences locales et internationales de Colombie et de la Jamaïque ont été mises en avant, qui ont présenté aux participants des méthodologies pouvant être déployé à l'appui de leurs projets en cours et à venir. Un rapport de synthèse de l'atelier a été finalisé à l'issue de l'événement<sup>39</sup>.

39 Le rapport peut être consulté en anglais à : <https://bit.ly/2lc1eG6>.

### Forum régional sur les risques climatiques et la résilience

En collaboration avec la Banque mondiale, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe a organisé le *Forum régional sur les risques climatiques et la résilience en faveur de la sécurité alimentaire* à Lusaka, en Zambie, en octobre 2018.

Pendant le Forum, l'équipe ADRF a animé une session plénière sur les innovations en matière de financement des risques climatiques. La session a fait ressortir (i) le produit d'assurance-risque de sécheresse de l'ARC ; (ii) l'approche du gouvernement du Kenya en matière de maximisation du financement du développement et de paiement numérique pour protéger les éleveurs nomades de la sécheresse dans le cadre du programme KLIP, qui utilise des données satellitaires, des capitaux d'assurance du secteur privé et de l'argent mobile pour verser rapidement des indemnités d'assurance à des ménages vulnérables dans le nord du Kenya ; et (iii) la façon dont le gouvernement du Mozambique assure la coordination avec les organisations humanitaires pour protéger les ménages les plus pauvres de l'impact des chocs. Les présentations ont été bien accueillies, en particulier celle de l'ARC, qui a éveillé l'intérêt de plusieurs pays quant à la manière dont l'assurance contre la sécheresse peut compléter des instruments existants de FRC. Cette session a donné lieu à un débat portant sur le rôle du transfert de risques de sécheresse dans le cadre d'une stratégie FRC. Le compte rendu du Forum a été publié à l'issue de celui-ci.<sup>40</sup>



Participants du Forum régional sur les risques climatiques et la résilience en faveur de la sécurité alimentaire à Lusaka en Zambie, en octobre 2018

*Crédit photo : Rapport de conférence*

40 Le compte rendu est disponible en anglais à : <https://goo.gl/xAERmx>.

### Sommet sur les investissements pour la résilience climatique en Afrique

L'équipe ADRF a animé une table ronde à l'occasion du *Sommet sur les investissements pour la résilience climatique en Afrique*, qui a eu lieu à Johannesburg en mars 2019, organisée par la direction Environnement et Ressources naturelles de la Banque mondiale. Cette table ronde a essentiellement porté sur l'acceptabilité financière par les banques (ce qu'on entend par « bancabilité ») d'opportunités d'investissements et de projets qui renforcent la résilience. Voici les principaux points à en retenir :

- Le financement de la résilience au changement climatique constitue un nouveau domaine en plein essor. Des institutions multilatérales de développement et d'autres banques sont aux prises pour déterminer comment intégrer des objectifs et des indicateurs de résultats dans leurs plateformes de stratégies, de prêts et de surveillance.
- Le découpage en tranches des risques dans une structure de dette peut être un moyen de mobiliser des financements du secteur privé, les tranches de risque supérieures étant à la charge de ceux dont la tolérance au risque est plus élevée (comme les banques multilatérales de développement) et les tranches inférieures revenant au secteur privé.
- Le renforcement des capacités est essentiel, pour aider des bailleurs de fonds potentiels à élaborer des projets susceptibles de bénéficier d'un concours financier. Il est crucial de donner de l'autonomie à des groupes cibles, tels que les femmes et les jeunes.
- Le mélange de financement concessionnel à des financements commerciaux peut être un moyen efficace de tirer parti de fonds du secteur public et de mobiliser des capitaux du secteur privé en vue de financer des projets de résilience au changement climatique. Il s'agit là d'un domaine nouveau en pleine évolution qui n'est pas encore arrivé à maturité et ne s'est pas encore généralisé.

### Quatrième édition de la Conférence Mondiale sur la Reconstruction (WRC4)



Discussions de groupe lors de la session de la WRC4 portant sur les mécanismes de financement pour un relèvement plus inclusif

Crédit photo : UNDRR

En mai 2019, la WRC4<sup>41</sup> a eu lieu à Genève en Suisse, en marge de la *Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe*. L'Initiative ADRF a assuré la présence de Mme Stella Sengendo, coordinatrice FRC au sein du cabinet du Premier Ministre de l'Ouganda, afin de présenter lors de la séance intitulée *Les mécanismes de financement pour un relèvement plus inclusif*. Elle a fait le point sur les derniers développements concernant le projet NUSAF 3 et les filets de sécurité sociale

évolutifs en cas de crises en Ouganda. La session s'est penchée sur les mécanismes actuels et potentiels pour le financement des risques en situation de relèvement, en se concentrant sur les populations et les contextes les plus vulnérables. Elle s'est également intéressée aux mesures que doivent prendre les acteurs nationaux et internationaux pour se préparer aux options et aux issues de relèvement et les améliorer.

41 De plus amples informations sont disponibles à <https://www.gfdrr.org/en/WRC4>.

## Villes Ouvertes en Afrique (Open Cities Africa)

L'Initiative ADRF a continué de mettre en œuvre des activités dans le cadre du programme Villes Ouvertes en Afrique (*Open Cities Africa*)<sup>42</sup>, qui sollicite la participation des autorités locales, de la société civile et du secteur privé à l'élaboration des informations nécessaires pour faire face aux défis de la résilience aux catastrophes. Par le biais de l'Initiative ADRF, le programme Villes Ouvertes en Afrique (*Open Cities Africa*) soutient des projets dans 11 villes d'Afrique subsaharienne, à savoir : Accra au **Ghana**, Antananarivo à **Madagascar**, Brazzaville en **République du Congo**, Kinshasa en **République démocratique du Congo**, Monrovia au **Liberia**, Ngaoundéré au **Cameroun**, Pointe-Noire en **République du Congo**, Saint-Louis au **Sénégal**, Kampala en **Ouganda**, Victoria aux **Seychelles** et Stone Town à **Zanzibar**. *Pour en savoir plus, voir la rubrique « Pleins phares » à la page 44.*

### Événements régionaux et participations

Les différentes autorités locales et équipes d'innovations participants au programme Villes Ouvertes en Afrique ont regroupé au total 45 délégués qui se sont réunis en Tanzanie en août 2018 pour la *deuxième réunion régionale Villes Ouvertes en Afrique*<sup>43</sup>. En assistant à des ateliers axés sur l'utilisateur, les équipes ont appris des techniques d'élaboration d'outils d'information qui sont à la fois pertinents, accessibles et utiles tant pour les gouvernements que pour les communautés vulnérables. Dans le cadre des formations techniques, les délégués ont rencontré des experts de l'équipe humanitaire OpenStreetMap<sup>44</sup>, de Mapillary et de l'Initiative pour le libre accès aux données et la résilience (*Open Data for Resilience Initiative - OpenDRI*) afin d'y acquérir une formation avancée dans les domaines de la validation, de l'évaluation de la qualité et du contrôle de la qualité, des drones et d'autres véhicules aériens sans pilote, et des outils de collecte de données.



Participants à la deuxième réunion régionale Open Cities Africa en août 2018  
Crédit photo : Banque mondiale

42 <https://opencitiesproject.org/>

43 <https://opendri.org/open-cities-africa-second-regional-meeting/>

44 <https://www.openstreetmap.org>

Plusieurs autres événements ont eu lieu au cours de la réunion régionale Villes Ouvertes en Afrique, y compris la conférence *Source libre et ouverte pour les données géospatiales*<sup>45</sup>, la conférence *Comprendre les risques (Understanding Risk) Tanzanie*<sup>46</sup> et le *Sommet humanitaire OpenStreetMap*<sup>47</sup>, lors desquels les équipes ont débattu sur les thèmes de la gouvernance géospatiale, de l'inclusion, de la diversité, du renforcement des capacités et de la participation citoyenne. Dans la ville de Zanzibar, Mapbox a organisé une session de formation à la cartographie<sup>48</sup>, qui s'est tenue elle aussi en août 2018. Ces formations ont permis de fournir des cours en ligne sur le programme Villes Ouvertes en Afrique, plus précisément sur l'évaluation, la cartographie, le développement et la durabilité.

Au cours de la semaine des événements susmentionnés, les équipes des différentes Villes Ouvertes en Afrique ont rencontré de grandes parties prenantes dans des villes cibles. Figuraient parmi elles des municipalités, des associations communautaires, des organismes de GRC, des services d'urbanisme et de systèmes d'information géographique (SIG), des ministères des Affaires intérieures, des organisations de femmes, des universités et des équipes de la Banque mondiale, parmi bien d'autres, afin de déterminer les domaines d'application et les priorités concernant les données. Au cours de la phase d'élaboration du programme Villes Ouvertes en Afrique, chaque équipe de ville a identifié quatre des principales parties prenantes de son organisation comme étant des « utilisateurs » de ses données produites finales.

### **Projets spécifiques de Villes Ouvertes en Afrique**

Les équipes du programme Villes Ouvertes en Afrique adoptent une démarche de conception axée sur l'utilisateur en vue d'adapter leurs données produites aux besoins des bénéficiaires de leur gouvernement. Comme on l'a vu plus haut, une série de cinq modules d'apprentissage sur ce thème a été développée et mise à la disponibilité des équipes sur la plateforme d'apprentissage en ligne du programme Villes Ouvertes en Afrique<sup>49</sup>. Les équipes ont travaillé pour finaliser leurs données produites (par ex., des atlas papier, des applications web, etc.), pour faire en sorte que les responsables des administrations locales puissent accéder facilement à des informations sur les risques et les interpréter en vue d'informer leur prise de décisions sur des thèmes tels que les inondations urbaines, l'érosion côtière, la réhabilitation de bidonvilles et la gestion des déchets solides.

Les données recueillies à Pointe-Noire, en **République du Congo**<sup>50</sup>, en collaboration avec des chefs de quartier locaux, des administrations locales et des chargés d'exécution du programme Villes Ouvertes en Afrique, comprenant des étudiants, des experts SIG et des experts en participation communautaire, sont d'ores et déjà utilisées par la ville de Pointe-Noire et des bureaux d'études en vue de concevoir et de mettre en œuvre des aménagements urbains. Le projet a donné lieu à la création à Pointe-Noire d'une communauté OpenStreetMap (une organisation internationale non gouvernementale) de plus d'une cinquantaine de membres qui soutiennent et développent les efforts futurs de cartographie locale.

45 <https://2018.foss4g.org/>

46 <https://understandrisk.org/event/urtz2018/>

47 <http://summit2018.hotosm.org/>

48 <https://opendri.org/building-web-maps-in-zanzibar/>

49 <https://opencitiesafrica.course.tc/>

50 Les travaux à Pointe-Noire sont également co-financés par le Programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles. Pour plus d'informations, veuillez visiter : <https://bit.ly/2JIEz9n>.

À Monrovia, au **Liberia**, les cartes créées servent maintenant d'outils de base aux équipes d'urbanisme du conseil municipal pour améliorer la connectivité, la localisation des points de collecte des ordures et la localisation des centres communautaires. Le projet Open Cities Monrovia a été mise en œuvre grâce à une collaboration entre l'équipe humanitaire OpenStreetMap et iLab Liberia (un pôle technologique local). Le succès de ce partenariat avec l'équipe de projet a favorisé de meilleures relations de travail entre les organisations communautaires et les entités politiques nationales et locales. Il a également contribué à la création d'une plateforme de participation pour la conception et l'exécution de sous-projets relevant du *Projet de développement intégré de Monrovia* de la Banque mondiale.

Le projet à Ngaoundéré au **Cameroun** a bénéficié de l'enthousiasme de l'administration locale et du chargé d'exécution en milieu universitaire. Entre la cartographie à distance, l'arpentage sur le terrain des zones à risques d'inondations et à risques géomorphologiques et la prise d'images par drones le long de sites importants, le projet a donné lieu à la numérisation d'une superficie totale de 390 km<sup>2</sup>. L'équipe a préparé une ébauche d'atlas, qui a été présentée à des parties prenantes du conseil municipal de Ngaoundéré, du ministère du Logement et de l'Urbanisme et du laboratoire de géomatique de l'université de Ngaoundéré afin de recueillir leurs commentaires. L'équipe utilisera ces retours pour en élaborer la version finale.

Par ailleurs, des équipes ont organisé plusieurs campagnes de collecte de données simultanément. Ainsi à Victoria, aux **Seychelles**, trois « mapathons » parallèles d'une semaine ont été organisés en août 2018 dans trois îles de l'archipel.

### ***Travail à impact élargi et de suivi sur des projets Villes Ouvertes en Afrique***

Après avoir mis à l'essai leurs méthodologies, les projets du programme Villes Ouvertes en Afrique élargissent dorénavant leurs efforts à des domaines de projet de plus grande envergure. Alors que les équipes des villes arrivent au terme de la collecte et de la validation des données, elles se servent de celles-ci pour concevoir et mettre au point des outils et produits, notamment des atlas, des applications mobiles et des géoportails de données, en collaboration avec les parties prenantes. Toutes les données sont téléchargées sur la plateforme OpenStreetMap où elles sont disponibles gratuitement. Ces efforts de cartographie participative seront poursuivis à **Accra, Monrovia, Kinshasa, Pointe-Noire** et **Saint-Louis**. Les équipes à Accra et Monrovia utiliseront des technologies de pointe telles que des caméras à 360° pour prendre des images StreetView. Grâce à elles, des algorithmes informatiques peuvent extraire des informations cruciales sur les risques, à la fois plus rapidement et pour des régions plus vastes. Cette approche novatrice étaye la mise à l'essai de la technologie de l'apprentissage machine en vue de faciliter la production accrue d'informations sur les risques de catastrophes en Afrique.

---

## Pleins phares : Villes Ouvertes en Afrique (Open Cities Africa) – Principales réalisations et premiers résultats

---



**Des équipes du programme Villes Ouvertes en Afrique travaillant avec des drones et à la cartographie numérique.**

**Source : GFDRR**

Dans le cadre de l'initiative Villes Ouvertes en Afrique (Open Cities Africa), la plupart des équipes ont achevé leurs outils et données produites qu'elles ont présentés à leurs interlocuteurs des administrations locales. En attendant que la version finale des rapports de projets soit terminée, voici les **premiers résultats de l'initiative** :

- Plus de 500 000 caractéristiques géographiques cartographiées ;
- Plus de 30 000 km de routes cartographiés ;
- Plus de 500 jeunes adultes en Afrique formés à la cartographie numérique ;
- Plus d'un millier de membres de communautés concernées impliqués dans le processus de cartographie participative ;
- Plus d'un millier de personnes ayant acquis de meilleures connaissances des difficultés de résilience sur le plan local ;
- En moyenne, 8 groupes de parties prenantes par ville ont été consultés à l'élaboration des données produites ;
- Plusieurs centaines de kilomètres carrés d'images prises par des drones.

S'ajoute à cela que l'initiative Villes Ouvertes en Afrique incorpore des **analyses comparées selon le genre** dans chacune des villes du projet. Cette mesure initiale permet aux équipes de mieux comprendre comment les hommes et les femmes sont touchés différemment par les risques de catastrophes dans leur communauté, et d'intégrer les besoins des hommes et ceux des femmes dans la version finale de leurs outils ou données produites. Les disparités entre les sexes dans la cartographie communautaire sont prises en compte dans la mesure où il est demandé à chaque équipe d'identifier les obstacles à la participation des femmes à l'échelle locale, puis de retenir plusieurs d'entre eux en vue de les surmonter dans le cadre de son projet. La collecte des données sur le terrain se fait par l'adoption d'une approche participative, les membres de la communauté appliquant des techniques de cartographie de base sur le terrain, munis de papier et d'applications mobiles, en partenariat avec des techniciens cartographes.

De plus amples renseignements sur Villes Ouvertes en Afrique sont disponibles ci-dessous :

- Consulter le site Villes Ouvertes en Afrique disponible à : <https://opencitiesproject.org/index.html>.
- Un article « Récit d'impacts » a été publié sur le site de l'initiative Villes Ouvertes en Afrique et est disponible à : <https://bit.ly/2WD8qDw>.
- La vidéo Villes Ouvertes en Afrique est disponible à : <https://www.youtube.com/watch?v=MPwVz1B5MUg>.

## 5. Gouvernance

### Équipe ADRF :

Une équipe dédiée de la GFDRR à Bruxelles se charge de la gestion de l'Initiative ADRF, en assurant sa coordination au quotidien avec la Commission européenne (principalement par l'intermédiaire de la Délégation de l'UE à la CUA), le Secrétariat ACP et les autres partenaires de mise en œuvre du Programme ACP-UE de *Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne* ainsi que d'autres parties prenantes. L'équipe de la GFDRR à Bruxelles veille également à la visibilité effective du Programme et à la coordination du plan de travail et des activités de l'ADRF, dont l'exécution conjointe est confiée à trois équipes au sein de la Banque mondiale :

- L'équipe Afrique de GRC de la Banque mondiale, qui fait partie de la direction du développement urbain, de la gestion des risques de catastrophes, de la résilience et du foncier de la Banque mondiale, et mène le dialogue sur la GRC avec les pays africains ;
- Le laboratoire d'innovations de la GFDRR (Innovation Lab)<sup>51</sup>, qui dirige les travaux en vue de créer l'environnement propice au financement des risques et de faciliter des initiatives régionales de partage des risques et des connaissances ; et
- Le Programme de financement et d'assurance des risques de catastrophe,<sup>52</sup> un partenariat commun entre la direction Finance, Compétition et Innovation de la Banque mondiale et la GFDRR, qui dirige le dialogue concernant le FRC avec les gouvernements intéressés.

### Coordination :

Dans un souci d'efficacité et pour éviter les duplications, les activités de l'ADRF sont étroitement coordonnées avec les autres programmes en cours financés par l'UE (par l'intermédiaire des délégations de l'UE), des agences des Nations unies, la Banque mondiale/GFDRR et d'autres partenaires du développement. Une attention particulière est accordée à la coordination entre les différents résultats de ce Programme lors des réunions semestrielles du Comité de pilotage du programme (CPP)<sup>53</sup>, ainsi que par la coordination active de la GFDRR avec les partenaires de mise en œuvre de R1 (CUA et UNDRR), R2 (Banque mondiale-GFDRR), R3 (BAD) et R4 (UNDRR). Une attention spécifique a été accordée à la coordination des Résultats R4 et R5 pour veiller à la complémentarité des activités visant à améliorer l'accès aux informations

51 Le laboratoire « Innovation Lab » de la GFDRR soutient le recours aux sciences, aux technologies et l'accès libre aux données en prônant de nouvelles idées et l'élaboration d'outils inédits en vue de donner les moyens aux décideurs dans des pays vulnérables de renforcer leur résilience. Voir <https://www.gfdr.org/innovation-lab>.

52 Le Programme de financement et d'assurances des risques de catastrophes a été créé en 2010 afin d'améliorer la résilience financière des gouvernements, entreprises et ménages face aux catastrophes naturelles. Voir <http://www.worldbank.org/en/programs/disaster-risk-financing-and-insurance-program#1>.

53 Les organisations suivantes font partie du CPP : la CUA, les CER africaines (la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Autorité intergouvernementale pour le développement, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et la Communauté de développement d'Afrique australe), la BAD, l'UNDRR, la GFDRR et la Banque mondiale, le Secrétariat ACP, et avec le statut d'observateur, l'UE, le gouvernement hôte, le Centre africain pour les applications de la météorologie au développement, l'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques et des représentants du Centre climatique régional de la région où la réunion est organisée.

sur les risques. La coordination entre la GFDRR/la Banque mondiale, la CUA et l'UNDRR est entreprise pour assurer le suivi et les rapports d'activité concernant les progrès réalisés pour l'ensemble du Programme.

La coordination entre les différentes activités mises en œuvre par les partenaires a été renforcée lors de la 13<sup>e</sup> session du Groupe de travail des pays africains sur la prévention des risques de catastrophes<sup>54</sup>, qui a eu lieu en septembre 2018, à Yaoundé au Cameroun. La réunion était présidée par la CUA et a regroupé des représentants de la CUA, des CER africaines et d'autres organisations membres, y compris la BAD, la délégation de l'UE auprès de l'Union africaine, l'UNDRR et la Banque mondiale/GFDRR. La 14<sup>e</sup> session du Groupe de travail Afrique sur la prévention des risques de catastrophes a eu lieu les 3 et 4 avril 2019 à Hawassa en Éthiopie.

### Comité de pilotage :

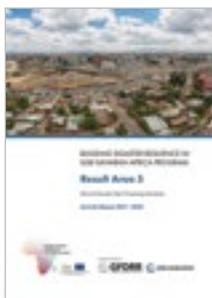
Dans le cadre du Programme *Renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne*, l'Initiative ADRF rend compte au CPP afin de s'assurer que tous les résultats observent la stratégie telle qu'énoncée dans l'Accord de Financement et les accords et amendements subséquents. Le CPP supervise et valide la direction stratégique globale et l'orientation politique du Programme. Deux réunions du comité de pilotage ont eu lieu entre juillet 2018 et juin 2019 :

- La 6<sup>e</sup> réunion du Comité de pilotage<sup>55</sup> s'est tenue le 6 septembre 2018 à Yaoundé au Cameroun, en marge de la 13<sup>e</sup> session du Groupe de travail Afrique sur la prévention des risques de catastrophes (4-5 septembre).
- La 7<sup>e</sup> réunion du Comité de pilotage s'est tenue le 5 avril 2019 à Hawassa en Éthiopie, en marge de la 14<sup>e</sup> session du Groupe de travail Afrique sur la prévention des risques de catastrophes (3-4 avril).

54 Le Groupe de travail Afrique sur la prévention des risques de catastrophes, établi par une déclaration ministérielle, apporte un soutien technique à la Commission de l'Union africaine, aux Communautés économiques régionales, aux États membres et aux partenaires pour la coordination et la mise en œuvre de la Stratégie régionale africaine sur la prévention des risques de catastrophe.

55 La 1<sup>re</sup> réunion du Comité de pilotage a eu lieu à Addis-Abeba le 18 février 2016, la 2<sup>e</sup> a eu lieu à Livingstone le 27 octobre 2016, la 3<sup>e</sup> a eu lieu à Addis Abeba le 9 mars 2017, le 4<sup>e</sup> a eu lieu à Mombasa au Kenya le 28 septembre 2017, la 5<sup>e</sup> à Bahir Dar en Éthiopie le 15 mars 2018. Le Comité de pilotage du Programme est composé de la CUA, des CER, de la BAD, de l'UNDRR, de la Banque mondiale-GFDRR et du Secrétariat ACP, ainsi que de l'UE, du Centre africain pour les applications de la météorologie au développement, de l'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques et du gouvernement hôte.

## Annexe 1 - Communication et visibilité



### **Initiative ADRF - Rapport d'activité 2017-2018**

Le rapport d'activité de l'Initiative ADRF pour juillet 2017 à juin 2018 donne un aperçu des activités accomplies et des faits saillants de l'Initiative ADRF pour la période. Il peut être consulté en anglais à : <https://bit.ly/2manozr> et en français à : <https://bit.ly/2kMZ8mZ>.



### **2018 Annual Report for the Building Disaster Resilience to Natural Hazards in Sub-Saharan African Program**

The second Annual Report covering 2018 for the Building Disaster Resilience to Natural Hazards in Sub-Saharan African Program was published, highlighting activities of all result areas, including the ADRF Initiative. The report is accessible at <https://bit.ly/2B7JR9s>



### **Vidéo de l'Initiative ADRF**

Une vidéo a été produite, donnant les contours des principaux objectifs, des activités et des résultats en date de l'Initiative ADRF. La vidéo est disponible à : <https://youtu.be/mS950xRLfek>



### **Article de fond de la Banque mondiale**

Un article de fond de la Banque mondiale a été publié, intitulé À travers l'Afrique, le financement des risques de catastrophes met un avenir résilient à portée de main. L'article décrit l'objectif de l'Initiative ADRF, s'accompagnant d'exemples spécifiques d'activités et de résultats relevant de ses trois composantes opérationnelles. L'article est disponible en anglais à : <https://goo.gl/XNYCB6>



### **Profils de risques nationaux**

Huit profils de risques nationaux ont été réalisés pour le Cap-Vert, l'Éthiopie, le Kenya, le Malawi, le Mali, le Mozambique, le Niger et l'Ouganda et sont disponibles à :

- Cap-Vert : <https://bit.ly/2JKOGG8>.
- Éthiopie : <https://bit.ly/2y49Ubu>.
- Kenya : <https://bit.ly/30OccYo>.
- Malawi : <https://bit.ly/2GltLHq>.
- Mali : <https://bit.ly/2XT4nDU>.
- Mozambique: <https://bit.ly/32JvDUO>.
- Niger : <https://bit.ly/2y1aUwX>.
- Ouganda : <https://bit.ly/2M6EDg4>.



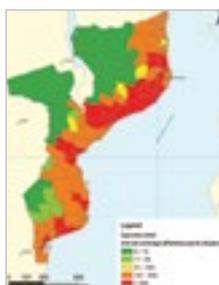
### **Article sur les profils de risques de catastrophes nationaux de l'ADRF**

Un article a été publié qui décrit les travaux entrepris par l'Initiative ADRF pour établir des profils nationaux des risques de catastrophes. Cet article décrit le contexte et l'importance de cette activité, ainsi que la méthode, la précision et les premières applications réalisées à l'issue de l'élaboration de ces profils de risques. L'article en anglais peut être consulté à : <https://goo.gl/sYjir3>.



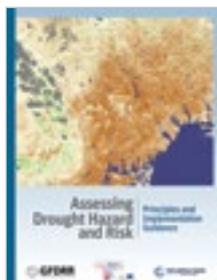
### **Examen systématique et évaluation rapides des stratégies de prévention des risques d'inondations**

Un premier projet pilote pour un profil de risques au niveau de la ville a été réalisé pour la ville de Beira au Mozambique. Le profil évalue les risques d'inondations pluviales et côtières et examine l'efficacité des interventions effectuées, telles que la modernisation de l'évacuation de l'eau, de la protection côtière et d'alerte précoce. Le rapport en anglais peut être consulté à : <https://bit.ly/2U369vi>.



### **Rapport sur l'évaluation des risques multi-aléas pour le secteur scolaire au Mozambique**

Ce rapport est une évaluation des risques multi-aléas pour les tremblements de terre, les inondations côtières, les inondations fluviales, les cyclones et les glissements de terrain des infrastructures scolaires au Mozambique. Il comporte une analyse coûts-avantages ainsi que des options de rééquipement relevées pour chaque typologie de bâtiments. Le rapport est disponible à : <https://bit.ly/2G3EFka>.



### **Évaluation des aléas et des risques de sécheresse**

Ce document donne des orientations pour effectuer des évaluations efficaces des risques et des aléas de sécheresse. Il repose sur un inventaire complet des nouveaux modèles et outils de sécheresse, disponible sur une plateforme spécifique ([www.droughtcatalog.com](http://www.droughtcatalog.com)), et sur une évaluation technique de ces modèles portant sur un ensemble d'études de cas.

Le rapport peut être consulté en anglais à : <https://bit.ly/2XLpRSj>.



### **Évaluation des risques de catastrophes dans le secteur agricole au Zimbabwe**

Ce rapport présente une évaluation de la capacité de gestion des risques de catastrophes du secteur de l'agriculture au Zimbabwe. Le rapport en anglais peut être consulté à : <https://goo.gl/TDuPp2>.



### **Plan de gestion du littoral aux Seychelles**

Le plan de gestion du littoral aux Seychelles approfondit les connaissances sur les risques associés au changement climatique et les pressions du développement autour des zones côtières aux Seychelles. Le plan prend en considération les études existantes qui se concentrent sur les aléas côtiers liés au franchissement par la mer, à la montée du niveau de la mer et aux inondations le long du rivage dans les Seychelles.

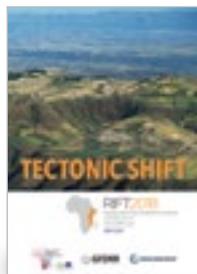
Le rapport en anglais peut être consulté à : <https://bit.ly/2RHd8e2>.



### **Article sur l'atelier régional RIFT 2018 sur les risques sismiques et la résilience de la vallée du Rift en Afrique de l'Est**

Un article a été publié sur le site de la Banque mondiale intitulé *Lutte contre les facteurs des risques de tremblements de terre surprenants en Afrique de l'Est*. Il met en lumière le travail de l'Initiative ADRF sur les risques sismiques dans la vallée du Rift en Afrique de l'Est, notamment de l'organisation de la rencontre *RIFT 2018 - Atelier régional sur les risques sismiques et la résilience* à Nairobi en septembre 2018. L'article est disponible en anglais à :

<https://goo.gl/o5YfSa>.



### **Atelier régional RIFT 2018 sur les risques sismiques et la résilience de la vallée du Rift en Afrique de l'Est**

Ce rapport résume les grandes priorités et les principaux résultats débattus au cours de l'Atelier régional RIFT 2018 sur les risques sismiques et la résilience de la vallée à Nairobi en septembre 2018. Des représentants des six pays du rift est-africain, aux côtés d'experts techniques d'organismes du développement et du milieu universitaire, se sont réunis pour d'une part évaluer les risques et rendre possibles des mesures qui visent à renforcer les cadres institutionnels ou politiques pour la gestion des risques sismiques, et d'autre part renforcer les capacités de gouvernements nationaux et d'administrations locales sélectionnés de l'Afrique subsaharienne de l'Est, dans le rift est-africain. Le rapport peut être consulté en anglais à : <https://bit.ly/2lc1eG6>.

### **Villes Ouvertes en Afrique (Open Cities Africa)**

Les équipes de l'initiative Villes Ouvertes en Afrique (*Open Cities Africa*) ont établi des blogs, des présentations de conférence et d'autres supports de leurs méthodologies, de leurs réalisations, des difficultés qu'elles ont rencontrées et des enseignements qu'elles ont tirés. Ces éclairages contribuent à une information plus solide dans ces zones urbaines et dans toute la région de l'Afrique subsaharienne.

- Le site de Villes Ouvertes en Afrique est disponible à : <https://opencitiesproject.org/index.html>
- Un article « Récits d'impacts » a été publié sur le site de Villes Ouvertes en Afrique. L'article est disponible à <https://bit.ly/2G3EFka>.
- Vidéo sur Open Cities : <https://www.youtube.com/watch?v=MPwVz1B5MUg>.
- Un blog sur les Seychelles est disponible à : <https://bit.ly/2VdPGWz>.
- Un blog sur Brazzaville est disponible en français à : <https://goo.gl/7YBGS6>.
- Un blog sur Antananarivo à Madagascar est disponible en français à : <https://goo.gl/RegUDo>.
- Au cours de la deuxième réunion régionale de l'initiative Villes Ouvertes en Afrique organisée en Tanzanie en août 2018, un article a été publié, disponible à : <https://goo.gl/89yK84>. Une vidéo a également été produite au cours de cette rencontre, disponible à : [https://www.youtube.com/watch?v=Q\\_\\_pdgn5q8k](https://www.youtube.com/watch?v=Q__pdgn5q8k).
- La page d'information pour Pointe-Noire en République du Congo est disponible à : <https://goo.gl/v12TFK>.
- La page d'information pour Kampala en Ouganda est disponible à : <https://goo.gl/wdgp4q>.
- La page d'information pour Monrovia au Liberia est disponible à : <https://goo.gl/wdgp4q>.
- La page d'information pour Accra au Ghana est disponible à : <https://goo.gl/wdgp4q>.
- La page d'information pour Ngaoundéré au Cameroun est disponible en français à : <https://goo.gl/LN5Gpo>.



## Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR)

La GFDRR est un partenariat mondial créé en 2006 pour aider les pays en développement à comprendre, à gérer et à réduire les risques découlant d'aléas naturels et du changement climatique. La mission de la GFDRR est de faciliter la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes et de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris en veillant à concevoir les politiques, les plans et les investissements de développement politiques, y compris la reconstruction post-catastrophe, de sorte à minimiser les risques de catastrophes et à renforcer la résilience des populations et des économies au changement climatique. La GFDRR accorde des financements au moyen de subventions, de l'assistance technique, des formations et des activités de partage des connaissances, afin d'intégrer dans les politiques et les stratégies la gestion des risques de catastrophes et climatiques. Pour plus d'informations, veuillez visiter : <http://www.gfdr.org/>.

Le laboratoire d'innovations « Innovation Lab » de la GFDRR soutient le recours aux sciences, aux technologies et à l'accès libre aux données en prônant de nouvelles idées et l'élaboration d'outils inédits en vue de donner les moyens aux décideurs dans des pays vulnérables de renforcer leur résilience. Voir <http://www.gfdr.org/innovation-lab>.

---

## Le Programme de gestion des risques de catastrophes en Afrique de la Banque mondiale

Le Programme de gestion des risques de catastrophes en Afrique de la Banque mondiale apporte son soutien aux pays et aux communautés d'Afrique subsaharienne pour renforcer leur résilience climatique et face aux catastrophes pour un développement durable. Grâce à ses opérations d'investissement et d'assistance technique, l'équipe de gestion des risques de catastrophes Afrique établit des synergies efficaces avec d'autres initiatives telles que les différents résultats du Programme ACP- UE de Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne et d'autres initiatives ACP-UE.

---

## Le Programme de Financement et d'assurances des risques de catastrophes

Le Programme de Financement et d'assurances des risques de catastrophes soutient les pays à faire en sorte que leurs populations disposent d'une protection financière en cas de catastrophe. En apportant des financements et de l'expertise, le Programme de Financement et d'assurances des risques de catastrophes soutient les pays à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies de protection financière sur mesure qui renforcent les capacités des gouvernements nationaux et des administrations locales, des propriétaires, des entreprises, des producteurs agricoles et des populations à faible revenu à réagir de manière plus rapide et plus résiliente aux catastrophes. Voir <http://www.worldbank.org/en/programs/disaster-risk-financing-and-insurance-program#1>





City of Cape Town, South Africa



Aerial view of the city of Dar es Salaam, Tanzania

## Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne – Résultat 5

Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR)

Banque mondiale - Bureau de Bruxelles

17, av. Marnix-B1000 Bruxelles, Belgique

[www.gfdr.org](http://www.gfdr.org)